

giosi Redemptori dellordine de Nostra Signora della Mercede delle provincie di Castillea et Andalousia con una somma d incirca cento mila peces da otto<sup>(57)</sup> con la quale hanno liberato della schiavitudine 440 poveri Christiani di diverse natione sexo et conditione tra quali sono 10 sacerdoti secolari et regolari la maggior parte di quelli che furono lanno pasto<sup>(58)</sup> pigliati da cotesi corsanti et andarono a porto farina.

Non mavisava V. R. a per la ultima lettera della Ricevuto della Bolla del Jubileo che lui ho inviata ne si l'ha publicata il che io spetto per la prima occasione. Jo me recomando a suoi orationi et sono nell amore di Jesu xpto nostro Signore et di Sua S.ma madre d algeri alli 19 di aprile 1682.

V Affect.mo Servit.re

J<sup>m</sup>e le Vacher Vicario Apostolico

XIV

[5 juin 1682]

Rdo Padre<sup>(59)</sup> la lettera di V. R. delli X di marzo m ha stata recapitata doppo nove giorni per via del Bastione con sensibile mia consolatione ho sentito per ella di sua salute che conpiace alla bonta Divina conservarli per la consolatione et santificatione delle anime che alla sua cura ha comesse.

Non ho ricevute le lettere per le quale V. Ra mavisava che alcuni sacerdoti facevano taberne in Thunisi V Ra non lo permette nemo potest decobut Dominis in servire; V. Ra li avisa primo con ogni carita di quanto esto officio es infame alla eminenza dello caracthere sacerdotale; et qual si sia cessa di esercitare un tale officio, o V Ra lo suspende a Divinis, et non lui permette la celebratione dello sacro Sto Sacrificio della missa<sup>(60)</sup>.

Il mal contagiose es doppo un mes encirca in cotesta<sup>(61)</sup> citta cresce di giorno in giorno. Ja molte persone ne sono morte ne morono ogni giorno tant christiani che infedeli. mincomando alli suoi orationi et sono nellamore di Jesu xpto et di sua S.ma madre d algeri alli 5 di giugno 1682.

Vro affmo Serv.re

Gio le Vacher Vicario Apostolico

www

(57) La pièce espagnole de 8 réaux.

(58) Abréviation de « passato ».

(59) Le destinataire n'est pas indiqué, mais il s'agit toujours du P. Giuseppe Maria da Bologna, dernier pro-vicaire nommé par Jean le Vacher.

(60) On doit retenir de cette sévère réprimande que les Capucins ne faisaient pas le commerce des tavernes vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle comme au siècle suivant.

(61) « Questa ».

## LES MÉMOIRES D'AHMED DERNIER BEY DE CONSTANTINE

Nous connaissons l'histoire de l'Algérie de 1830 à 1848 à peu près comme celle des guerres puniques. La documentation française est abondante, mais les sources indigènes nous font presque complètement défaut. Ont-elles disparu, ou n'a-t-on pas pris la peine de les chercher ? Telle est la question que je me suis posée ces dernières années ; et les recherches que j'ai faites m'ont rendu l'espoir de pouvoir renouveler cette histoire avec des témoignages tirés du milieu musulman.

Dans la documentation indigène que j'ai jusqu'ici réunie, les mémoires d'Ahmed constituent le document le plus important, par son intérêt autant que par son volume. Je n'ai pas retrouvé le texte arabe, mais une traduction française qui semble dater de 1848, ou plutôt deux textes français, l'un d'une rédaction médiocre, qui semble un brouillon, l'autre plus correct et plus détaillé. On peut se demander si ce sont véritablement des traductions<sup>(1)</sup>. Il est possible que le capitaine de Rouzé<sup>(2)</sup>, officier des bureaux arabes chargé de surveiller Ahmed après son internement à Alger, et de recueillir les déclarations de l'ancien bey, les ait rédigées seul. Cependant, le style du document et la tournure d'esprit du rédacteur sont d'une allure tellement barbaresque que je suis obligé d'admettre que le bey El-Hadj-Ahmed a dicté lui-même ses souvenirs. Il est des détails et des réflexions qui ne peuvent surgir sous la plume d'un Français.

Pourquoi ce texte, qui semblait destiné à la publication, est-il resté enfoui dans un carton, sans même figurer au cata-

(1) Archives Nationales, F 80 1673.

(2) Akhbar, 6 mars 1849.

logue des archives ? La Révolution de 1848 et les préoccupations nouvelles du Gouvernement français y sont pour quelque chose. Mais je crois aussi que certaines révélations sur nos généraux ont inquiété l'autorité militaire, qui a caché le document. Par exemple, Ahmed nous apporte, pour la première fois, des renseignements positifs sur les origines de Yusuf. On se rappelle la légende que s'est fabriquée cet illustre guerrier. Il se disait originaire de l'île d'Elbe, insinuant qu'il pourrait bien être un fils illégitime de Napoléon. Pris par des pirates, il aurait été élevé à la cour du bey de Tunis et comblé de faveurs, dont celles d'une fille de son maître. Le secret de ses amours ayant été découvert, le mameluk se serait réfugié sur un bateau français, pour éviter le châtement d'usage, la peine capitale. Dans ces mémoires, au contraire, le témoignage d'un ancien compagnon de Yusuf indique que ce héros était un jeune juif renégat au service d'un personnage qui n'avait rien de princier, et qu'il s'évada de cette maison à la suite d'un acte malhonnête. On s'explique désormais que les Arabes avec qui il fut aux prises au cours de sa carrière militaire l'aient souvent appelé « le juif », et que certains officiers français, qui avaient bien observé sa physionomie, admettaient cette origine<sup>(3)</sup>. Sa bravoure fait honneur à sa race. Mais nous nous expliquons mieux ainsi les raisons de l'échec de notre politique dans la province de Constantiné quand Clauzel imagina de le nommer bey, car les Arabes n'admettaient pas de se faire gouverner par un fils d'Israël.

Les mémoires d'Ahmed ne nous apprennent pas beaucoup de nouveau sur les opérations militaires dans la province de Constantine, mais ils nous permettent de saisir mieux l'ensemble, parce qu'ils constituent un récit coordonné, écrit par un homme qui a lutté contre nous depuis le débarquement de Sidi-Ferruch jusqu'à l'occupation totale de l'Algérie.

El-Hadj-Ahmed était un Koulougli, petit-fils du bey turc Ahmed-el-Kolli et fils d'un kalifa du bey Hassein. Il était apparenté aux plus grandes familles de la province de Constantine : aux Ben Gana, qui devaient leur élévation à son aïeul;

(3) Comptes d'Hérissou : *La chasse à l'homme*, p. 99. Cf. aussi l'article de Grandchamp et Bechir-Mokadem : Une mission tunisienne à Paris, *Revue Africaine*, t. XC, 1946, p. 85, n° 24.

aux Mokrani ; aux chefs du Ferdjioua et du Zouara. Par contre il avait à craindre les tribus du Sud (qui, depuis quelques années, obéissaient au grand ennemi des Ben Gana, Farhaté ben Saïd), les familles influentes du Ferdjioua et du Zouara rivales de ses protégés, et un parti d'opposants à Constantine même, prêt à s'entendre avec ses adversaires, fussent-ils français. Diplomate rusé et soldat énergique, il sut jouer de l'opposition entre les grandes familles arabes et agir vigoureusement par les armes chaque fois que son autorité fut contestée. Il profitait des rivalités en rançonnant ses adversaires, et son trésor bien garni lui permit de disposer d'une armée forte et de faire construire dans sa capitale un palais magnifique<sup>(4)</sup>. Il avait pour principe de s'assurer la paix extérieure en restant en bons termes avec le dey, maître de la Régence, voire même avec ses successeurs chrétiens, et en manifestant la plus grande déférence à l'égard de son souverain lointain, le sultan de Constantinople<sup>(5)</sup> ; de cette manière il comptait acquérir un pouvoir analogue à celui du bey de Tunis, dont il était fort jaloux<sup>(6)</sup>.

Les Français auraient pu s'entendre avec le bey de Constantine s'ils avaient eu quelque expérience en matière de politique coloniale, et lui faire admettre le statut qui fut plus tard imposé au sultan du Maroc. Mais il faudra un demi-siècle pour mettre au point la méthode Lyautey. Les généraux de Napoléon, qui gouvernèrent pendant la Monarchie de Juillet nos possessions d'Afrique, n'arrivèrent jamais à bien saisir la psychologie des chefs indigènes.

Avec le recul dont nous disposons, nous comprenons maintenant la différence d'idéal et de méthode entre nos principaux adversaires.

Abd-el-Kader représente un pouvoir religieux émanant du Prophète. Appuyé sur les marabouts et sur l'ordre des Qadria, il proclame la guerre sainte, mais il ne la prêche pas et

(4) Sur ce palais, cf. L. Féraud : *Le palais de Constantine*, Constantine-Alger-Paris, 1867 (extr. des Notices et Mémoires de la Soc. Archéologique de Constantine).

(5) La question est amplement traitée dans J. Serres : *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet*, th., Paris, 1925.

(6) Sur la biographie d'Ahmed et son œuvre, cf. l'ouvrage très détaillé d'Ernest Mercier : *Histoire de Constantine*, Constantine, 1903.

mystique. Il laisse à sa levée d'hommes un caractère aristocratique et n'invoque pas d'autre révélation que celle du Coran. Il n'admet d'autre autorité morale que celle d'un émir, accepté par les vrais croyants, dépositaire de la tradition de Mohamed. Pour lui, le lien qui unit les Arabes, ce n'est pas l'Etat, qui n'est qu'un moyen d'action : son sultanat ne comporte pas de tribus maghzen ; il se sent chez lui aussi bien chez les Berbères que chez les Arabes, aussi bien au Maroc que dans la Régence d'Alger. Cela ne l'empêche pas de faire appel au sentiment national arabe, dont il sent la force, et où il trouve ses plus puissants moyens de guerre. Ahmed, qui est un fils des maîtres ottomans, n'a jamais admis la légitimité d'un pareil pouvoir, et a été l'ennemi irréconciliable de l'émir.

Bou Mazâ, et les nombreux chérifs qui ont conduit la révolte de 1845, sont l'incarnation d'un pouvoir mystique, démocratique et révolutionnaire. La guerre sainte, pour eux, c'est l'accomplissement d'une prophétie, l'obéissance à la voix de Dieu récemment entendue par les « frères » que leur piété austère a mis en communication avec le Maître du Monde. Ils mènent la guerre des confréries religieuses et militaires contre le christianisme. Ils sont beaucoup moins nationalistes qu'Abd-el-Kader : leurs chérifs, ou prétendus chérifs, viennent du Maroc, et Ouezzan est leur vraie capitale. Leur fanatisme est poussé aux dernières limites et fait contraste avec le sentiment religieux de l'émir, toujours atténué par les besoins de la politique et la méfiance à l'égard de ces prophètes, agitateurs d'une force prodigieuse, qui s'adressent à des éléments démocratiques, surtout à la masse berbère. Ils n'ont considéré Abd-el-Kader que comme un auxiliaire. Ahmed, qui ne voulait reconnaître d'autre pouvoir local que celui des grandes familles, n'a pu voir qu'avec indignation ce déchaînement des forces populaires.

Ahmed a conservé la conception turque de l'Etat. Le pouvoir légitime, sanctionné par la volonté du Grand Seigneur, le maître spirituel et politique de l'Empire Ottoman, se borne à assurer l'ordre dans la province à gouverner, et accomplit le seul devoir qu'il reconnaisse : un devoir de grandeur. La religion ne joue pas un grand rôle dans ce système : c'est un moyen de gouvernement qu'on peut utiliser, à condition

dé le mettre au service du bon sens. L'art de gouverner se réduit à des recettes éprouvées : diviser pour régner, s'appuyer sur des tribus privilégiées (maghzen) qui représentent l'autorité de l'Etat et ont mission de razzier les populations récalcitrantes. Les Arabes, il les méprise, et l'avoue très franchement : « L'état de paix rapprocherait les Arabes et les réunirait dans un seul but. Cet état ne doit pas rassurer celui qui veut les dominer, car il peut arriver telle circonstance où ces hommes, tous unis comme des frères, se trouveraient tout organisés pour la révolte. Si la guerre, au contraire, ou les dissensions existent au milieu d'eux, ceux qui veulent les gouverner sont toujours sûrs d'avoir des partisans. D'ailleurs la guerre entre tribus ruine le pays et facilite la domination de tous ceux dont l'autorité s'exerce de loin et n'ont pas sans cesse une grande quantité de troupes ou des garnisons dans les lieux fortifiés pour l'exécution de leurs ordres ».

Cependant, après le débarquement de 1830, il comprend bien qu'il convient désormais de s'appuyer sur la masse des indigènes : il s'empresse d'expulser ou de massacrer les janissaires, affiche un profond respect pour les avis des grands chefs réunis en conseil, cherche à se créer un beylicat purement arabe, puisque son sultan éloigné ne répond à ses appels que par de bons conseils. Mais ses nouveaux moyens de gouvernement ne sont que des recettes succédant à d'autres, et seule la raison d'Etat constitue pour lui un principe directeur.

Avec ce gouvernement turc la France pouvait négocier. Ahmed s'est toujours prêté aux pourparlers et ses mémoires nous renseignent sur des démarches encore insuffisamment connues, en dépit de la publication de la correspondance officielle (7) ; certaines de ses lettres ont été interceptées, détruites, et seul il peut nous en dire la teneur. Le temps a pu altérer la précision de ses souvenirs, mais l'abondance de la documentation déjà publiée nous permet un contrôle facile.

Il est évident que la sincérité des sentiments exprimés par Ahmed est souvent sujette à caution. Ce bey a été présenté

(7) Cf. la *Collection des documents inédits sur l'histoire de l'Algérie* depuis 1830. La Correspondance générale compte actuellement 8 volumes.

par ses adversaires comme un tyran cupide et sanguinaire<sup>(8)</sup>, opinion adoptée par nos généraux. Ici Ahmed se montre un homme pondéré, pacifique, respectueux de la volonté du peuple exprimée par la voix des notables, généreux, autant qu'il est possible, envers ses ennemis. La vérité est sans doute au milieu. Ce Turc n'était pas un ange, mais s'il avait été un tyran détesté, il n'aurait pas pu lutter pendant 18 ans contre nous. Et n'oublions pas que, lorsque, après sa reddition (en 1848), il fut interné quelques jours à Constantine, dans l'attente d'un convoi pour Alger, toute la population se cotisa pour le pourvoir de vêtements et de vivres. L'Autorité militaire, après avoir traduit devant le conseil de guerre les hommes qui avaient eu pitié du bey déchu, fut obligée de reconnaître que leur geste n'avait pas le caractère d'une protestation contre le régime français, mais d'une charité à l'égard d'un prince malheureux qui avait laissé de bons souvenirs dans sa capitale<sup>(9)</sup>.

Manifestement Ahmed cherche à démontrer qu'il n'a jamais été systématiquement hostile aux Français et qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour se rapprocher d'eux. C'est peut-être vrai. Mais nous devons penser aussi que l'ancien bey a écrit ses mémoires au cours de sa captivité à Alger et qu'il avait intérêt à atténuer certains mauvais souvenirs, pour pouvoir se faire rendre ses biens et même la liberté. D'où le tableau émouvant de ses malheurs ; d'où l'attitude de fierté chevaleresque qu'il se donne. Il sait bien que cela stimulera la générosité de la France. Cependant, tels qu'ils sont, ces mémoires présentent un certain intérêt pour qui veut connaître l'époque de l'occupation française. Outre les renseignements nouveaux qu'ils nous donnent, ils constituent l'un de ces documents d'ordre psychologique qu'un historien n'est pas en droit de négliger.

MARCEL EMERIT.

(8) Nous ne connaissons jusqu'ici que les mémoires d'un homme qui le détestait, *Salah el Antri*, secrétaire du bureau arabe de Constantine, médiocrement informé. Ils ont été traduits par A. Dournon : *Constantine sous les Turcs...*, Constantine, 1930.

(9) Le dossier se trouve dans les archives du Conseil de guerre, récemment versé aux Archives départementales de Constantine.

## MÉMOIRES D'AHMED BEY

### I

En 1830 je m'étais rendu à Alger pour accomplir le Denouch ou visite obligée que tous les beys rendaient au pacha chaque troisième année. J'étais bey de Constantine depuis quatre ans, et c'était la seconde fois que je m'acquittais de ce devoir. Je ne m'étais donc nullement préparé à combattre les Français. Le dey Hussein m'avait cependant fait connaître leurs projets dans une lettre où il me disait n'avoir à m'occuper que de Bône. Il ne manifestait aucune inquiétude, ni pour lui-même ni pour sa ville capitale. Je venais comme en tems ordinaire apporter la lezma. J'avais avec moi 400 hommes de cavalerie, plutôt moins que plus. Parmi les chefs qui m'accompagnaient se trouvaient Ould Mokran, Ben Hamlaoui agha, le cheikh des Righas, le caïd Smala, El Ardi Kaid ben Achour et le cheikh Bou Chenan.

Je me présentai chez Hussein pacha qui me dit : « Vous n'avez que le tems de partir et de vous porter à la rencontre des Français qui vont débarquer à Sidi Ferredj. Je connais leur point de débarquement par les lettres qui me viennent de leur pays et par un écrit imprimé en France qui m'est envoyé par les espions que j'ai à Malte et à Gibraltar ». Il ajouta qu'il lui arrivait fréquemment des lettres de France, et qu'il était au courant de tout ce qui s'y passait.

Je sortis promptement d'Alger et me portai vers le point où l'armée s'était rassemblée : l'on y tint un conseil pour savoir le parti qu'on prendrait pour assurer la défense du pays, et à ce conseil assistèrent avec moi l'agha Braham, beau-fils du Dey, le bey de Tittery Mustapha, le khodja El Kheib, le khalifa du bey de l'ouest.

La conférence eut lieu près de Sidi Ferredj. Le gendre du Dey commença ainsi : « Il faut construire des redoutes sur le bord de la mer, les armer de batteries formidables, afin d'empêcher les Français de débarquer.

Ce n'est  
Soutenu  
Hamdan  
Khalifa  
11. 181  
qu'il  
trava  
11. 181

— Cet avis est sage, répondis-je, mais l'on ne peut agir immédiatement comme vous nous le proposez, car vous n'avez pas les moyens d'établir promptement les batteries dont vous parlez. Comment, en effet, transporter ici les canons et les munitions dont vous avez besoin ? Il n'y a à Sidi Ferredj qu'une vieille tour ruinée, et pour la mettre en état de vous servir il vous faudrait des mois entiers. Vous vous y êtes pris trop tard. Mon avis n'est donc pas que vous vous consumiez en efforts pour vous opposer au débarquement des Français. Il est bon cependant que vous fassiez quelque résistance et que vous les attaquiez de manière à gêner la descente. Mais si nous mettons toute notre espérance dans les redoutes et les batteries, vous ne l'emporterez pas, car le feu des vaisseaux français détruirait tous ces ouvrages établis à la hâte, et vous auriez travaillé en pure perte. D'ailleurs vous ne pouvez armer vos batteries sans dégarnir Alger qui doit être le point à la défense duquel vous devez vous attacher.

Si, par le petit combat que nous livrerons aux Français au moment du débarquement, nous rompons leur entreprise, nous bénirons la main de Dieu qui nous aura prêté une aide aussi puissante. Mais si nous ne pouvons nous opposer à leur descente, il faut que l'armée se retire sur les derrières des troupes ennemies, et que nous longions le bord de la mer du côté de l'ouest.

Notez une chose : les Français veulent terminer promptement cette guerre et ramener leur armée en Europe. Ce sont des Beni-Asfer, des hommes à la figure pâle pour qui le climat de ce pays est dangereux. En faisant traîner la guerre en longueur, c'est donc, pour nous, emporter la victoire ; il arrivera à nos adversaires ce qui est arrivé à tous ceux qui ont débarqué ici : Dieu est toujours venu en aide aux vrais croyans contre les infidèles qui viennent attaquer la ville placée sous sa protection, et cette fois encore son aide ne nous manquera pas.

Remarquez que dans le pays que les Français ont à parcourir ils ne peuvent exercer de grands ravages, car les terres n'y sont presque pas cultivées. Il ne s'y trouve que peu de maisons, peu de jardins.

Si vous m'en croyez, dirigeons-nous vers la rivière de

Mazafran, et alors il arrivera une de ces deux choses : ou les Français marcheront sur Alger, ou ils iront à notre rencontre. S'ils prennent le premier parti, nous tomberons sur leurs derrières, prenant leurs vivres, attaquant leurs convois, tuant les trainards, et enfin cherchant à couper la communication avec leurs vaisseaux. Ce dernier point est facile, car la mer est changeante et ne permet pas toujours les débarquemens. S'ils viennent à nous pour nous livrer bataille, notre devoir est d'éviter le combat jusqu'à ce que nous ayons amené leur armée sur un terrain favorable et loin d'Alger qui est le but de leur entreprise.

Pendant le tems qu'ils mettront à notre poursuite, vous concevez combien les Français pourront perdre de monde par suite de la chaleur, de la privation d'eau et du manque d'une foule d'autres choses auxquelles ils sont habitués et que les flancs de leurs vaisseaux ne peuvent contenir, et en outre nous aurons préservé Alger. Partons donc en arrière. Tel est mon avis ».

Le beau-fils du Pacha, poussé par un zèle trop ardent et une confiance présomptueuse dans le succès de l'entreprise, répliqua que ne pas marcher droit à l'ennemi n'était pas d'un homme de cœur, que Dieu ne manquerait pas de soutenir ceux qui ayant confiance en lui, attaqueraient les infidèles à leur débarquement.

Cet appel à Dieu fit une grande sensation sur l'esprit des assistans. J'eus beau employer le même moyen et représenter qu'il fallait laisser Alger sous la garde de Dieu, qui en disposerait comme il lui semblerait, on résista à mes raisons et il fut décidé qu'on marcherait à la rencontre des Français.

En conséquence, on chercha à construire des batteries à Sidi Ferredj, mais on ne put les armer qu'avec des canons légers, à cause du manque de voitures susceptibles de transporter des pièces de gros calibre. Le débarquement eut lieu, et après que les Français eurent triomphé de notre résistance, on résolut de les attendre dans la plaine de Staouéli. On y construisit à la hâte des redoutes que l'on garnit de quelques canons. Le pacha en avait fait distribuer également à tous les grands qui avaient des commandemens de l'armée, et à ceux qui, comme moi, étaient venus de pays éloignés. Ces

pièces de canon furent prises dans la bataille de Staouéli que gagnèrent encore les Français. Celle qui m'avait été donnée tomba une première fois entre leurs mains ; mais je réunis mes cavaliers, nous revînmes à la charge, nous perdîmes plus de 200 des nôtres, mais Dieu permit enfin que je pusse me retirer en emportant le canon qui m'avait été donné.

Les Français, après le combat de Staouéli, vinrent attaquer le bordj Muley Hassan. Je m'étais retiré alors à l'endroit appelé Oued Kelaï. Le bordj fut ruiné par la poudre et le pacha fit sa soumission aux Français, qui entrèrent le lendemain à Alger. Je me retirai alors avec les miens vers Ain Rebatt (Mustapha Pacha) ; je continuai ensuite vers Djenan pacha où tous les fuyards vinrent me rejoindre. Je comptais avec moi plus de 1.600 personnes. Le soir de la prise d'Alger, je me retirai vers le kantara de l'Arrach. J'y passai la nuit de l'autre côté de la rivière et je partis le lendemain vers le Khamis et campai au Fondouk (Sel-Fenadek). Pendant la nuit, une alerte eut lieu. On annonça les coureurs de l'armée française. Je montai aussitôt à cheval avec 40 des miens. L'alarme était fausse. Je continuai ma route et me rendis chez les Ouled Zeitoun. J'y reçus une lettre du général français que l'on nommait Bourmont.

Il m'y disait que les Français venaient de succéder à Hussein-Pacha dans le pouvoir, que la dignité de bey de Constantine me serait conservée, si je voulais payer à la France la lezma qu'autrefois je payais au dey, en un mot, si je faisais ma soumission.

Je répondis que le pouvoir m'avait été donné par Hussein du consentement de tous les habitants de Constantine et de la Province, que je me rendais à mon centre de commandement et que, si la volonté des chefs de Constantine était d'accord avec le désir exprimé par le général français, je m'y soumettrais avec plaisir.

Cette négociation n'eut pas d'autre suite. Je me dirigeai sur Constantine en passant par les Ammal et les Bibans. Je regagnai le pays des Amer près de Sétif, et après 22 jours de marche depuis mon départ d'Alger, j'arrivai près de Constantine, à l'endroit qui se nomme Hamma.

## II

Pendant mon absence de Constantine, une conspiration s'était formée contre mon autorité. J'avais laissé dans la ville la garnison d'hiver, composée de Turcs et de janissaires. Ces soldats, voulant imiter ce qui s'était passé à Alger, avaient déclaré qu'ils ne voulaient plus me reconnaître pour bey, et avaient nommé à ma place le caid Soliman-el-bey qui, aidé de Ould-Chakal Mahmoud, son khalifa, Abdallah khodja, Stamboli, Djemy-Ali, Ouazan-Ahmed, Zmirli, Bachir et Dabyet Ali, avait dirigé cette conspiration (1).

Ces gens apprenant mon retour voulurent armer contre moi les tribus des environs de Sétif, mais ayant battu les goums venus à ma rencontre, je me portai sur Constantine, d'où les conspirateurs s'avancèrent pour s'opposer à ma rentrée ; mais à peine furent-ils sortis de la ville, que les thaleb et les habitants dirigés par mon bacha amba Kaimain-b-Aissa se réunirent à la hâte, s'emparèrent du caid Soliman et le tuèrent à la porte de la ville. Je n'eus donc pas de peine à rentrer dans mon gouvernement (2), mais voulant donner un exemple, je fis saisir les plus coupables et, conformément aux lois, je les fis condamner à mort et exécuter. Ce fut alors que je pris le parti de mettre fin aux intrigues incessantes des Turcs et des janissaires (3). Beaucoup d'entre eux, crai-

(1) Les janissaires étaient au-dessus des lois ; seul le Dey avait le droit de les juger. Quiconque cherchait un refuge au café qu'ils fréquentaient était, en fait, hors d'atteinte. Il en résultait des désordres, dont le Bey se plaignait souvent à son suzerain. Cf. sa correspondance manuscrite, conservée aux Arch. Nat., f° 80. 1673.

D'après Bouaziz Ben Gana (*Une famille de grands chefs sahariens : les Ben Gana*, Alger, 1930), p. 37, les Turcs étaient mécontents d'Ahmed, Couloughli, qui favorisait les Arabes, particulièrement Ben Gana. Ils auraient pris comme chef Mahmoud, fils de l'ancien bey Tchaker.

(2) A la suite de négociations habilement menées par Ben Gana, si j'en crois Bouaziz Ben Gana, *op. cit.*, p. 38.

(3) Nous avons sur ces événements le témoignage de Salah el Antri (p. 55) : Il nous dit que le mouvement en faveur du Bey fut dirigé par le Cheikh Leïgoun. Salah el Antri fut le premier khodja du bureau arabe de Constantine. Son récit, dont le plan avait été tracé par son chef, le capitaine Boissonnet, a été imprimé en 1852, et utilisé par Mercier et Vayssettes. (Cf. C. Saint-Calbre : Constantine et quelques auteurs arabes constantinois, *Rev. Africaine*, 1913, p. 70 sq). Il a été publié en traduction par A. Dournon (*Constantine sous les Turcs, d'après Salah el Antri*, Constantine, 1930). L'auteur accuse Ahmed d'avoir fait périr son père (p. 78). Il a donc ten-

22 jours

gnant l'effet de ma juste vengeance, s'étaient réfugiés chez les Arabes ; j'écrivis de tous côtés et dis : « Défaites-vous de ces étrangers qui n'apportent que le trouble chez vous, qui empêchent un souverain d'accomplir le bien qu'il désire pour vous ». Ces paroles furent entendues, et bon nombre de janissaires expièrent cruellement la tyrannie qu'ils exerçaient depuis si longtemps sur le pays (4).

Dès que je fus rétabli dans mon pouvoir, je reçus d'Alger une lettre du général français qui s'appelait Clauzel. Il m'offrait aussi de me reconnaître comme bey de Constantine mais à condition de payer la lezma si je faisais ma soumission ; il m'enverrait, me disait-il, le caftan d'honneur au nom du roi des Français.

Je rassemblai aussitôt le divan et lui donnai connaissance de la lettre du général. Les membres qui le composaient me représentèrent qu'à la vérité Constantine avait dépendu du pacha d'Alger et lui devait obéissance, mais qu'Alger, à son tour, dépendait du sultan de Stamboul ; que pour accepter l'arrangement que l'on me proposait, il fallait préalablement obtenir son consentement ; que la seule réponse enfin à faire aux Français était que l'on consulterait le sultan Mahmoud, dont on s'exprimerait de faire connaître la sublime volonté au général.

Il y avait dans le divan une vive répugnance pour les Français. La réponse que l'on me conseillait de leur faire avait uniquement pour but de traîner la négociation en longueur et de ne pas attirer, par un brusque refus, des calamités nouvelles pour le pays.

Je répondis dans le sens indiqué par le divan et, peu de tems après, j'appris que le général qui commandait à Alger avait ordonné ma révocation et fait à ce sujet un traité avec le bey de Tunis. Par ce traité, Constantine devait dépendre

dance à nous présenter Ahmed comme un tyran sanguinaire. Cependant, p. 51, il nous dit qu'il fut un homme juste et bon : sous son règne « la tyrannie fut supprimée, les mauvais sujets disparurent ». C'est à la fin de son récit qu'on le voit changer d'avis.

Les mémoires de Salah el Antri sont moins intéressants que ceux d'Ahmed. C'est l'œuvre d'un modeste secrétaire qui voit les choses par leur petit côté.

(4) Salah el Antri signale que le Bey mit fin aux excès des Turcs en organisant une armée de zouaves (Kabyles).

de ce dernier, et la dignité de bey de cette ville transférée à Si Mustapha, frère du souverain de Tunis (5).

Cet acte ne pouvait avoir aucun effet. Il resta même inconnu d'une grande partie des habitans.

Peu de tems après la conclusion de ce traité, des lettres envoyées de Tunis circulèrent dans la province de Constantine. On m'en apporta quelques-unes. Elles étaient écrites au nom du bey. On y disait que dans les tems anciens Constantine avait fait partie du royaume de Tunis. Le bey, disaient ces lettres, se proposait de renouveler cet ancien ordre de choses, de me remplacer par mon propre frère ou par tout autre khalifa de son choix (6). Je remarquai qu'elles ne parlaient en aucune manière des Français. J'y étais représenté comme un homme abusant de son autorité, et elles se terminaient en faisant un appel à la révolte, afin de me chasser du beylik de Constantine.

Dès que j'eus connaissance du contenu de ces lettres, je dis que si un tel changement était la suite de la volonté divine, s'il devait contribuer à la félicité publique, j'étais prêt à m'y soumettre. Puis, voulant connaître l'opinion du Divan sur cette question, je le réunis et lui exposai les prétentions du bey contenues dans les lettres qui circulaient partout à profusion. Après une mûre délibération sur ce qu'il convenait de faire au milieu de ces circonstances, il fut décidé que le Divan écrirait une lettre au bey de Tunis. Elle fut ainsi conçue :

« Ce que vous nous proposez ne nous convient nullement. Nous sommes contents de l'administration du bey Ahmed et nous ne voulons pas changer de souverain. Comment pouvez-vous exiger cela de nous ? N'êtes-vous pas, comme nous, dépendant du khalifa de Stamboul ? A quel titre venez-vous réclamer notre soumission. Le sultan Mahmoud, seul, peut décider le partage de ses possessions et si, en dehors de sa

(5) Il s'agit du traité du 18 décembre 1830, qui ne fut pas ratifié par le gouvernement français.

(6) Une lettre de Berthezène au Maréchal Soult, du 21 février 1831, nous fait croire que ce fut le résultat d'une intrigue du beau-frère d'Ahmed auprès du Bey de Tunis.

légitime puissance, nous avons à changer de maître, nous le déclarons, nous préférons encore subir la domination des Français, non pas par amour pour les infidèles mais parce que nous savons que tôt ou tard leur voisinage amènera la guerre sur notre pays, que nous serons exposés à leurs attaques et que vous ne pourrez rien pour nous défendre ».

Cette réponse était faite, lorsque les gens de Constantine, non moins blessés que le divan des prétentions du bey, vinrent à moi et me dirent : « Vois : le souverain de Tunis est ton égal et il prend le titre de pacha. Il faut absolument que tu le prennes aussi et que, comme lui, tu fasses battre monnaie ». Je fus forcé de suivre leurs conseils. J'instituai Ben Aïssa pour mon Kasnadji, le maître de la monnaie, qui fut frappée, comme c'est l'ordinaire, au nom du sultan de Constantinople. Je me décidai ensuite à donner connaissance de tout ce qui venait de se passer à celui que je regardais comme mon véritable souverain, au sultan Mahmoud, que Dieu lui fasse miséricorde.

Le bey de Tunis, mécontent du refus qu'il venait d'essuyer à Constantine, écrivit alors à Stamboul et insinua contre moi des accusations de tyrannie. Il me représenta comme ayant soulevé la haine de tous ceux à qui je commandais. J'appris cela et me résolus à combattre les impressions de ces calomnies par une manifestation émanée des principaux chefs de la province de Constantine. Je rendis compte de tout ce qui s'était passé à ce sujet et de l'avis qui avait prévalu au sein du divan. Je finissais en disant que maintenant qu'il était instruit de tout, seul il pouvait décider, que j'attendais sa décision, et que je le priais de m'indiquer la route à suivre. Tous ceux qui furent présents à la lecture de cette lettre en approuvèrent le contenu. J'y mis mon cachet. Elle fut ensuite revêtue de celui de tous les grands, qui y ajoutèrent plusieurs annexes exprimant leur opinion sur mon gouvernement, puis ils désignèrent un des leurs pour aller la remettre entre les mains de notre seigneur et maître et lui en confirmer le contenu.

Ce fut Si Ali-b-Adjouz, un des principaux de Constantine, qui fut chargé de cette mission. Je le fis accompagner par un de mes serviteurs, El Hadj Mustapha.

Quatre mois passèrent avant leur retour, et pendant ce laps de temps j'ai à raconter plusieurs événements remarquables et qui me forcent à revenir en arrière de ceux que j'ai racontés.

### III

Lorsque les Français s'emparèrent d'Alger, Mustapha bou Mezrag était bey de Tittery (7). Il chercha à nouer des relations avec eux, pour conserver le pouvoir : mais, n'ayant pas réussi à se faire agréer, il voulut se rendre indépendant et prit le titre de pacha. Il m'écrivit en m'annonçant que désormais je lui devais obéissance et que j'eusse à lui payer la lezma ; qu'en retour il m'enverrait le caftan d'investiture. « Comment, répondis-je à l'envoyé de Mustapha, hier Mustapha était mon égal et aujourd'hui, de sa propre autorité, il se nomme pacha ! Qu'il vienne se faire reconnaître lui-même ! Je n'ai rien à lui répondre. La poudre seule peut prononcer entre nous ».

Mustapha bou Mezrag, à cette réponse, poussa le délire jusqu'à me déclarer déchu du pouvoir, et nomma à ma place Ibrahim qui avait été autrefois bey de Constantine, mais qui avait été destitué par Hussein pacha. Cet Ibrahim s'unit contre moi à Ferraht-ben-Saad, ancien cheikh-el-Arab, que j'avais tout récemment remplacé par mon parent Bou Aziz ben Ganah (8). Ainsi Mustapha voulut faire jouer contre moi et l'ambition détournée de l'un et le ressentiment implacable de l'autre.

(7) Bou Mezrag avait administré la province du Titteri de 1819 à 1830. C'était un soldat brave et énergique, qui assista à la bataille de Staouéli. Mais, après la prise d'Alger, personne ne voulut plus lui obéir et les tribus pillèrent ses biens. Il finit par demander l'aman à Clauzel et alla se fixer à Alexandrie. Cf. Aucapitaine et Federmann : Notice sur l'histoire et l'administration du beylik de Titteri, *Rev. Afr.*, t. IX (1865), p. 297 sq.

(8) Ferhat ben Saïd avait été nommé Cheikh el Arab par Braham bey, après désistement forcé de Ben Gana. Personnage ambitieux et brouillon, il se révolta en 1821, mais fut pardonné et continua d'exercer une grande autorité dans le Sud (cf. Ernest Mercier : *Histoire de Constantine*, Constantine, 1903, p. 357). La rivalité de cette famille des Bou Okkaz et des Ben Gana ensanglanta longtemps le désert. — Nous sommes mal renseignés sur les origines des Ben Gana. A ce sujet, le livre de Bouaziz Ben Gana, cité plus haut, qui chante les louanges de la famille, est en contradiction avec les informations recueillies en 1879 par Féraud (*Rapport sur le projet de chemin de fer transsaharien*, Arch. Gouv. Gén. de l'Algérie, 6 x 19).

Ibrahim et Ferraht me déclarèrent donc la guerre. Je leur opposai Bou Aziz et quelques goums (9) ; puis, m'étant porté en personne contre eux, je les battis complètement et je les forçai à prendre la fuite (10). Ferraht se retira dans les Djellal où il continua son système d'hostilité contre moi, et où il exerça une espèce d'autorité sur les tribus de l'oued Djeddi. Quant à Ibrahim, il parvint à se réfugier à Tunis d'où il revint ensuite à Bône. Il parut d'abord se lier étroitement avec les Français qui alors y étaient établis d'une manière peu solide, mais bientôt, excitant sourdement les passions des musulmans contre les infidèles, il souleva les habitants qui forcèrent les Français à quitter la ville, et il vint s'installer dans la casbah de la place, qui assurait sa domination. Le voisinage de cet ennemi était trop menaçant pour mon autorité. J'envoyai contre lui Ben Aïssa, mon bach-amba (11), qui cerna Bône de tous côtés et parvint à se loger dans la ville (12). Il contraignit Ibrahim à rester étroitement enfermé dans la casbah. Comme les vivres ne lui parvenaient pas, il allait être forcé de se rendre à discrétion, sans une circonstance qui lui permit de s'échapper de la casbah.

Les Français, chassés de Bône, n'avaient pas perdu l'espoir de la reprendre. Ils avaient envoyé dans la rade deux navires de guerre chargés de troupes, commandés par un officier français nommé d'Armandy, qui devaient profiter de l'occasion pour opérer un débarquement. Le nom de l'officier m'est resté en souvenir parce que Ben Aïssa, mon lieutenant, avait

(9) Salah el Antri parle de deux campagnes d'Ahmed contre Ibrahim, l'une dans la direction de Sétif, l'autre au Sahara (*op. cit.*, p. 13). Les opérations du désert en 1830-1831 sont décrites dans l'ouvrage de Bouaziz Ben Gana, p. 41-42.

(10) C'est l'expédition du printemps de 1832, marquée par la victoire de Mrah Djazia et la prise de Biskra (*cf. Mercier, op. cit.*, p. 390-391, et Bouaziz, *op. cit.*, p. 43-44). Mais le Bey oublie de dire qu'il a échoué devant Zaatcha (Bouaziz, p. 45).

(11) Salah el Antri nous dit que le commandement de l'armée avait d'abord été confié à Ammar ben Zagouta, mais que le Bey, le sachant atteint d'une maladie grave, lui avait ordonné de rentrer à Constantine. En réalité il y avait rivalité entre cet Hadj Ammar et Ben Aïssa. Ce dernier aurait emprisonné son rival, que le Bey fit tuer un peu plus tard.

(12) Le 5 mars 1832, sur ces événements, *cf. Féraud : Documents pour servir à l'histoire de Bône, Rev. Afr.*, t. XVII (1873), pp. 4, 81, 165, 254, 341.

entretenu avec lui quelques relations (13). Placé entre les préparatifs menaçants des Français et les attaques de Ben Aïssa, Ibrahim vit qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre que la fuite. Il quitta la casbah furtivement et ceux qu'il y laissa entrèrent en intelligence avec M. d'Armandy et un certain Yousouf, mameluk venu de Tunis, appelé à jouer un rôle dans le pays.

Dans ces circonstances, Ben Aïssa s'appêtant à profiter de la fuite d'Ibrahim, s'approchait de la citadelle lorsqu'il vit les troupes françaises débarquer et se porter aussitôt à la casbah. Aidés par ceux qui y étaient renfermés, ils en escaladèrent les murailles (14). Ben Aïssa ne croyant pas devoir continuer son attaque contre Bône, se borna à en faire sortir les habitants. Les Français, qui reçurent à ce moment-là des renforts considérables, ne se bornèrent plus à la possession de la casbah, descendirent en ville et s'y établirent d'une manière respectable.

Les choses que je viens de raconter se passèrent deux ans après la prise d'Alger.

La prise de Bône fit éclater entre les Français et moi une rupture complète. Dès ce moment je n'eus d'autre pensée que d'apporter à leurs entreprises ultérieures le plus d'obstacles possibles, et Ben Aïssa eut ordre, dans ce but, de cerner Bône et d'en empêcher le ravitaillement.

Les Français installèrent le mameluk Yousouf et le mirent à la tête des cavaliers du pays.

Ibrahim, réfugié dans les montagnes, lutta contre moi pendant deux années, et fit également une guerre active aux Français. Enfin, il se réfugia à Médeah, où il mourut (15).

Quant au bey Mustapha ben Mezrag, qui d'abord s'était uni aux Français, il ne tarda pas à les trahir. Aussitôt une expédition avait été dirigée contre lui. Fait prisonnier, il avait été exilé et le fils de mon ennemi, Si Ahmed Ould ben Mezrag

(13) Sur ces négociations, *cf. rapport du capitaine d'Armandy au duc de Rovigo, Bône, 5 avril 1832, publ. par Esquer, Correspondance de Rovigo, t. III, p. 182 sq.*

(14) Le 27 mars 1832. *Ibid.*, p. 187 sq.

(15) Une note du Ministre de la Guerre, conservée aux Arch. Nat., f° 80, 1673, nous indique qu'il a été assassiné à l'instigation d'Ahmed. Son fils se mit au service de la France.

vint se jeter dans mes bras. J'oubliai les torts de son père et son orgueilleuse présomption. Je le nommai mon khalifa. Je le désignai même pour en faire mon gendre ; mais il trompa ma confiance. Il était du côté du Hamza, lorsqu'un jour il quitta son poste, emportant une somme considérable et pillant ceux qui m'étaient le plus attachés. Il se réfugia chez Hadj-Abd-el-Kader, qui d'abord le traita avec distinction mais qui, ensuite, s'étant fait rendre compte des circonstances de sa trahison, et ayant en outre appris quelques détails de sa vie licencieuse, le fit charger de fers. Il parvint à s'échapper et alla chez les Français, continuant plus librement ses intrigues et ses débauches.

## IV

La réponse du sultan Mahmoud me parvint enfin, après la prise de Bône. Elle était ainsi conçue :

« La conduite que vous avez tenue à l'égard des Français et la réponse que vous avez faite à leurs propositions me paraissent entièrement conformes à la justice. Persistez dans cette voie ; c'est la seule qui puisse contribuer au bien de la religion et des musulmans. Sans doute je voudrais vous porter secours : en ce moment je suis en paix avec toutes les puissances chrétiennes, et je ne puis rompre avec elles sans le motif le plus sérieux. Continuez à répondre évasivement si l'on vient vous faire de nouvelles propositions. Faites bien remarquer que vous êtes sujets de Constantinople et que vous ne pouvez traiter que par mon intermédiaire. Je vous recommande surtout de me tenir informé de toutes les propositions qui vous seront faites. Maintenez l'obéissance qui m'est due. Ne faites la paix que si je vous en donne l'ordre. Ne vous inquiétez pas. Je m'occupe de vous ».

Cette lettre portait le cachet de Raouf, pacha. Elle me fut remise par les envoyés de Constantine qui, débarqués à Tripoli, me l'apportèrent.

La réponse du sultan ne me parut nullement satisfaisante. Je résolus de nouveau d'envoyer à Constantinople un des miens. Je jetai les yeux sur Palhouan et le chargeai d'aller porter au vizir Raouf une lettre ainsi conçue :

« Voyez, O Sultan, combien aujourd'hui je suis voisin des Français. Ils se sont établis à Bône, et chaque jour ils gagnent du terrain et se fortifient. Je puis donc être attaqué d'un instant à l'autre. Je suis prêt à me sacrifier pour notre sainte religion et à périr plutôt que de me rendre, si telle est votre volonté ; mais, si vous voulez que nous résistions, envoyez-nous des secours, fortifiez-nous de vos conseils et de vos soldats. Si vous le trouvez bon, ordonnez que nous nous soumettions aux Français : nous le ferons immédiatement, et malheureusement l'état dans lequel nous sommes me paraît indiquer cette manière d'agir ; mais, de grâce sortez-nous de l'incertitude ! ».

Le vizir Raouf reçut Palhouan avec quelque défiance. La réponse fut qu'il fallait patienter, qu'en attendant on allait envoyer à Constantine pour connaître le véritable état des choses.

La cause de cette défiance venait de ce que le bey de Tunis avait fait parvenir au sultan Mahmoud des lettres dont le but était de me faire passer à ses yeux pour un rebelle : « Vous ne savez pas, disaient ces lettres, ce qui se passe à Constantine : Ahmed ne reconnaît plus votre obéissance ; il a pris le titre de pacha ; il s'est déclaré souverain indépendant ; il frappe monnaie en son nom comme s'il était le sultan de Constantinople ».

L'empereur prit alors le parti, comme je l'ai dit, d'envoyer sur les lieux un de ses affidés. Ce fut Kiamil bey (16).

## V

Cependant j'étais toujours en guerre du côté de Bône, avec les Français d'une part et Ibrahim bey de l'autre. Yousouf exécutait à cette époque d'incessantes razzias sur les tribus des environs. A la suite d'un naufrage qui eut lieu sur les côtes de Skikda, et par suite duquel je rendis aux Français

(16) Sur ces négociations, on trouve des renseignements dans la thèse de J. Serres : *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de juillet* (Paris, 1925). Cet ouvrage est fondé sur les rapports de diplomates souvent mal informés. C'est pourquoi l'auteur nous dit (p. 189) qu'il n'y a pas eu de relations suivies entre Ahmed et la Porte avant 1835.

quatre matelots qu'ils y avaient perdus, de meilleures relations parurent s'établir entre moi et les autorités de Bône. Je l'espérais, quand un jour arrive à Constantine le nommé Si Hamdan natif d'Alger (17). Il était envoyé vers moi par le nouveau gouverneur, le duc de Rovigo, et me remit une lettre qui contenait à peu près les paroles suivantes :

« Soumettez-vous à la France, à qui Dieu a donné la souveraineté sur le pays d'Afrique. Vous le devez, et nous devons vous avertir des conditions que nous mettons à votre soumission et à votre maintien dans le pouvoir. Vous paierez 3 millions pour les frais de guerre et pour toutes les expéditions dont vous êtes journellement la cause. Vous paierez ensuite chaque année la lezma. Entendez-vous sur tout ce que je vous demande avec Si Hamdan, mon envoyé ; il est chargé de recevoir vos offres et de traiter avec vous conformément à mes instructions ».

Je répondis à Si Hamdan : « Je ne suis pas seul dans le pays, et je ne puis traiter de ma seule autorité ; je vais assembler les chefs de la ville et de la province, car mon habitude est de ne rien faire sans prendre leur avis ».

Je fis aussitôt convoquer tous les grands de la ville et du dehors et, en présence de Si Hamdan, je leur donnai connaissance de la lettre qui renfermait les intentions du gouvernement français. Aussitôt la discussion s'ouvrit ; chacun parla et, après que tous eurent fait valoir leurs opinions, on tomba d'accord sur la réponse à faire à cette lettre. Elle fut conçue en ces termes (18) :

« De la part de tous les grands de la province au gouverneur hakem d'Alger. Nous avons reçu votre lettre, et votre envoyé Si Hamdan nous a expliqué vos intentions. Comment voulez-vous que nous puissions payer 3 millions de boudjoux ? Cette somme excède ce que nous possédons. Quant à la lezma, nous ne refusons pas de vous la payer, mais pour cela il faut que vous retiriez vos soldats du pays que vous occupez. Toute notre richesse consiste dans les blés et les laines, que nous

(17) *Corresp. de Rovigo*, t. II, p. 191 sq. Sur Si Hamdan, cf. Esquer : *Les débuts de Yusuf à l'armée d'Afrique*, *Rev. Afr.*, t. 54 (1910), p. 249. et surtout G. Yver : *Si Hamdan Khodja* (*Rev. Afr.*, t. 57 (1913), p. 96 sq.).

(18) *Corresp. Rovigo*, t. II, p. 558. Cette lettre a disparu.

vendions autrefois dans le port de Bône. Maintenant vous possédez ce pays. Si vous nous le rendez, nous serons en état d'acquitter les tributs comme par le passé, et nous ne nous y refuserons pas. Vous établirez à Bône un consul, comme cela a existé, et sur cette base nous pourrions traiter ensemble. Toutefois nous vous avertissons que nous ne pouvons rien conclure définitivement sans en avoir donné connaissance au sultan Mahmoud, qui est notre souverain. Déjà nous lui avons rendu compte de tout ce qui nous a été proposé. Si aujourd'hui nous traitons sans son consentement, cette action ne serait qu'un jeu et démentirait nos écrits. Il faut donc que nous en écrivions à Constantinople ».

Si Hamdan partit avec notre écrit, se dirigea sur Bône, d'où il s'embarqua pour revenir à Alger. Quelques temps après il revint à Constantine avec une deuxième lettre du général français (19). Cette fois les conditions étaient changées. On ne nous demandait plus trois millions de boudjoux, mais seulement 50.000 douros et le paiement annuel de la lezma. La France en échange prenait l'engagement de me faire obtenir le caftan de Constantinople, mais elle y mettait pour condition la faculté de placer des garnisons françaises dans les casbah de Bône et de Constantine. De plus le port de Bône devait appartenir aux Français, qui seuls auraient la liberté d'y commercer. Je répondis à Si Hamdan et lui remis une lettre dans laquelle je disais que je ne pouvais accepter ces conditions, ni payer 50.000 douros, que c'était pour nous une somme considérable, depuis surtout que nous ne possédions plus les ports, source de nos richesses. Je répétais aussi que ce n'était pas avec nous qu'il fallait chercher à traiter, mais qu'il fallait s'adresser à Constantinople.

Si Hamdan me dit alors : « Vous avez tort de faire aux Français un refus aussi positif. Donnez-moi de meilleures paroles, et remettez-moi 5 à 6 mille douros, et j'irai à Paris. Je ferai des démarches en votre faveur et je pourrai arranger votre affaire de manière à ce qu'on vous laisse en repos ».

« O Sidi Hamdan ! lui répondis-je, Dieu m'est témoin que si je pouvais espérer d'obtenir ce résultat par votre entre-

(19) *Ibid.*, p. 308.

mise, je donnerais vingt fois plus, mais je ne saurais croire que vous puissiez réussir ».

Si Hamdan insista sur la possibilité d'exécuter ce dessein. Il m'assura de plus que la somme qu'il me demandait serait bien plus que suffisante. Je fis alors chercher mon khasnadar, et la somme lui fut comptée devant moi. Il alla à Bône puis à Alger. J'appris ensuite qu'il s'était rendu en France et à Constantinople, et voyant que ses promesses n'avaient aucun effet je lui fis écrire. Il me répondit que je ne devais rien craindre, ni pour moi ni pour mon argent. La vérité est que le malheur m'a atteint et que mon argent ne m'a jamais été rendu <sup>(20)</sup>.

## VI

Ce fut à l'époque de ces négociations qu'eut lieu l'arrivée à Constantine de Kiamil bey, envoyé par le sultan pour s'enquérir de l'état du pays. Je le reçus avec les honneurs dus à son rang, et j'ordonnai aussitôt la convocation de tous les grands de la province. Quand ils furent réunis autour de nous, Kiamil leur parla ainsi :

« Envoyé du sultan, que Dieu le chérisse ! je suis venu au milieu de vous pour soutenir votre courage et vous engager à conserver la foi et la patience ; car le sultan Mahmoud a daigné jeter un regard sur votre pays, et il ne veut pas qu'il reste plus longtemps en souffrance. Il est occupé en ce moment à conclure un arrangement par suite duquel cette province restera définitivement sous son obéissance. N'acceptez donc aucune condition sans en avoir référé à votre légitime souverain. Je vous recommande de rester unis et Dieu vous fera triompher ».

(20) Dans son *Miroir (Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger)*, Paris, 1833, p. 213 à 218, Si Hamdan parle favorablement du Bey et montre qu'il a fait tous ses efforts pour s'entendre avec les Français. La vénalité de Si Hamdan a déjà été signalée par M. Yver (*op. cit.*, p. 103). Le personnage avoua, devant la Commission d'Afrique, qu'il avait été l'homme d'affaires du Bey de Constantine. Cela ne l'empêcha pas de déclarer qu'il avait fait de grands sacrifices d'argent pour la cause française, et de réclamer 18.000 frs pour ses frais de mission. Le récit de Hadj Ahmed est très vraisemblable. On sait que Si Hamdan s'est fait ensuite le champion du principe : « l'Algérie aux Algériens ». Certains nationalistes arabes sont, dit-on, tentés d'en faire un précurseur. Il leur sera difficile d'en faire un saint.

pour des Français. Mais, entre autochtones, est-ce de la vénalité ? et même des nous !...

Tous applaudirent à ce discours et promirent de l'exécuter de point en point. Kiamil interrogea alors tous les grands sur l'état du pays, sur mon administration, et cet examen le convainquit de la fausseté des accusations du bey de Tunis. Il resta quelque temps chez moi et tint toujours le même langage que les premiers jours. Enfin il voulut aller rendre compte de sa mission au sultan. Lorsqu'il se mit en route pour Constantinople, je le chargeai d'y faire pour moi une grande quantité d'emplètes, particulièrement des châles de cachemire, commission dont à son arrivée il s'acquitta avec empressement et qu'il me fit parvenir par un des gens de sa maison, le nommé Ottman, son kawadji, qui vint me trouver auprès de Constantine. Il me remit aussi une lettre de Kiamil ainsi conçue : « Dès que je fus arrivé aux pieds de notre Souverain, j'éclairai S. M. sur toutes les calomnies que le bey Mustapha de Tunis a répandues contre toi. Le sultan t'engage toujours à t'armer de patience. Sous peu de jours il aura conclu un arrangement en ta faveur ; et, s'il ne réussit pas selon ses espérances, il se décidera alors à venir à ton secours avec des forces considérables. Ne lui laisse rien ignorer de ce qui te concerne, et si tu as quelque chose d'intéressant à lui communiquer, fais-le par l'intermédiaire de Si Tahar pacha qui est à Tripoli. C'est par lui que tu dois faire passer tes correspondances. » <sup>(21)</sup>.

## VII

Ici, je dois parler, en suivant l'ordre des événements, d'un avertissement qui me vint de Dieu et qui m'annonçait les maux qui allaient m'accabler dans un avenir prochain. Nous étions à la saison d'automne, lorsqu'une horrible maladie vint s'abattre sur Constantine. C'était le Riah-el-Asfer (le choléra) auquel on donna le nom d'ouef <sup>(22)</sup>. Cette maladie qui, d'un homme bien portant, faisait dans l'instant même un cadavre,

(21) L'amiral Roussin et le consul Deval n'ont pas cru à des relations entre Ahmed et le sultan. Ils étaient bien mal renseignés. (Serres, *op. cit.*, p. 144).

(22) Salah el Antri (p. 69) parle de cette « peste », qui, dit-il, enleva 500 personnes par jour à Constantine pendant trois jours.

automne 1831 ?  
 c'est-à-dire p. 89 :  
 de c'est-à-dire  
 p. 89  
 Riah  
 ouef  
 etc etc

exerça ses ravages dans la ville de Constantine pendant 17 jours. Le premier jour il y eut 220 personnes qui moururent. Il y eut parmi elles 20 négresses de ma maison. Le deuxième jour, il y eut 600 victimes, et le troisième jour 700. A partir de ce moment, le fléau alla en s'affaiblissant jusqu'au dix-septième jour où il cessa complètement. Ce n'est pas seulement à Constantine qu'il sévit : dans toutes les tribus il y eut une mortalité telle que l'on crut que l'ange exterminateur avait marqué notre pays. Un camp était rassemblé ; ceux qui le composaient, n'étant plus assez nombreux pour enterrer les cadavres, s'enfuirent à la débandade. Je fus témoin d'une scène qui me frappa vivement. Deux enfants jouaient sur mes genoux. Ils pâlirent tout à coup et, quelques instants après, je n'avais plus dans mes bras que deux corps inanimés. Je tombai moi-même gravement malade et je ne fus sauvé que par la protection toute spéciale de Dieu. Des prières publiques furent récitées dans toutes les mosquées. Dieu eut pitié de nous et, comme je l'ai dit, le 17<sup>e</sup> jour, la mort cessa de s'appesantir sur nous.

Je passe sous silence les nombreuses expéditions que je dus faire ordonner pendant les années qui suivirent la prise de Bône<sup>(23)</sup>, contre les tribus du Sahara et celles de l'Oued Ghir, au milieu desquelles Ferrah ben Saïd s'était réfugié et où il entretenait sans cesse contre moi un esprit de révolte tel que la rentrée des impôts de ce côté ne pouvait se faire que par la force. Le cheikh de Touggourt eut plusieurs fois à se repentir de sa désobéissance. Mais ces entreprises n'avaient rien d'inquiétant pour mon pouvoir. La guerre est l'état habituel des Arabes, et l'homme qui veut les gouverner doit peut-être en entretenir le goût parmi eux et exciter des rivalités entre les tribus d'origine et de race différentes. L'état de paix rapprocherait les Arabes et les réunirait dans un seul but. Cet état ne doit pas rassurer celui qui veut les dominer, car il peut arriver telle circonstance où ces hommes, tous unis comme des frères, se trouveraient tout organisés pour la révolte. Si la guerre, au contraire, ou les dissensions exis-

(23) Détail de ces expéditions dans l'ouvrage cité de Bouaziz Ben Gana, p. 47 sq.

tent au milieu d'eux, ceux qui veulent les gouverner sont toujours sûrs d'avoir des partisans. D'ailleurs la guerre entre tribus ruine le pays et facilite la domination de tous ceux dont l'autorité s'exerce de loin et n'ont pas sans cesse une grande quantité de troupes ou des garnisons dans les lieux fortifiés pour l'exécution de leurs ordres.

## VIII

Après le choléra, ce qui préoccupa le plus notre attention fut le retour de Yousof, le mameluk, dans Bône. Il avait quitté cette résidence, où nous l'avons vu s'introduire précédemment, pour suivre les Français dans l'ouest. Lorsqu'il y fut revenu, il se mit à répandre une quantité de lettres dans lesquelles il s'exprimait ainsi en parlant aux habitants de la province : « Venez à moi, je suis musulman comme vous et je viens vous soustraire à la domination des Français et à la tyrannie d'Ahmed qui vous opprime. Je ne suis venu ici que pour vous aider à exterminer tous les Français et à vous débarrasser de leur présence. Placez-moi à votre tête et vous verrez que je saurai accomplir mon projet ». Je lus plusieurs de ces lettres qui me furent transmises par Hassenaoui, qui se trouvait à Bône et, suivant ce qui m'avait été recommandé, d'avertir le sultan de tout ce qui se passait dans la province, je les envoyai à Constantinople à l'adresse du vizir Reschid pacha. Je ne sais si ces lettres ont été mises sous les yeux du sultan, mais ce que je puis affirmer c'est que Si Hamdan, qui était alors à Constantinople, fut chargé de les traduire en turc au vizir Reschid<sup>(24)</sup>.

(24) Il n'est nullement question, dans ces mémoires, d'une lettre que Yusuf aurait fait parvenir au Bey pour lui dévoiler l'intention des Français de l'amuser par de vaines négociations, pendant qu'ils préparaient l'expédition armée. Je crois que, si cette lettre avait existé, Ahmed en parlerait. Je ne suis donc pas de l'avis de M. Esquer (*op. cit.*) sur ce point. En revanche, les brutalités et les fantaisies de Yusuf sont attestées par un document nouveau : une *Note confidentielle au colonel Foy* par le capitaine Delcambe (Arch. Nat., F 80 1672), datée de février 1837. Yusuf buvait du vin, mangeait du porc, même pendant le ramadhân, dansait avec des Européennes, captait leurs faveurs. Il pillait les villages environnants, demandait à toutes les tribus de l'argent et des femmes, faisait mourir les chefs sous le bâton, s'ils résistaient à ses exigences.

Les Arabes qui avaient reçu les lettres de Yousouf furent curieux de connaître celui qui les avait écrites ; ils désiraient savoir à quoi s'en tenir sur sa religion. En conséquence, ils lui envoyèrent quelques-uns d'entr'eux afin d'éclaircir ces questions (25). Yousouf les accueillit avec empressement et les confirma dans la vérité relativement à l'Islamisme. Il fit devant eux la *chahada* (la profession de foi) en répétant à plusieurs reprises : « Il n'y a que Dieu et Mohammed est son Prophète ». Il leur répéta ce qu'il avait dit dans ses lettres : qu'il n'était venu dans le pays que pour en chasser les Français.

Pour m'éclairer de mon côté sur les propos tenus par Yousouf, je dépêchai vers lui le fils du cheikh des Oulad-Zenati. Ce jeune homme alla le trouver à Bône par mon ordre et mit dans son voyage un profond mystère. Il eut avec lui un long entretien qui roula sur tout ce que contenaient les lettres de Yousouf. Ce dernier parut charmé des manières et de la conversation de mon jeune envoyé et, pour gagner sa confiance, il lui fit présent d'un beau fusil, qui fut remis entre mes mains.

Le fils du cheikh lui fit ensuite cette question : « Mais à quelle époque voulez-vous mettre à exécution ce que vous nous promettez de faire à l'égard des Français ? — Je ne le puis, répondit Yousouf, jusque là j'ai besoin d'eux ; mais ensuite vous verrez comment j'exécuterai ce que j'annonce ».

J'étais persuadé, et je le suis encore, que tout ce qu'il avait écrit sur ses projets contre les Français n'était qu'un jeu pour tromper les Arabes, et j'eus d'autant plus lieu de me confirmer dans ce sentiment que le même Yousouf, pour se former un parti dans la province, répandait sur sa vie passée des récits mensongers, dont la fausseté était rendue évidente pour tous.

C'est ainsi qu'il voulait se faire passer pour le frère d'Ahmed bey el Mameluk, ancien bey de Constantine. Mais il est avéré qu'Ahmed bey était géorgien de naissance, tandis que Yousouf était qu'un juif renégat d'Italie.

Je connus ces détails par un de ses anciens camarades, le

(25) Yusu en a rendu compte au Gouverneur général, le 30 sept. 1836 (Corr. de Cluzel, publiée par Esquer, t. II, p. 120).

? pas plus de preuves que de

nommé Sélim, qui avait passé de longues années avec lui chez Soliman-el-Kaïa, de Tunis, où ils étaient tous deux mameluks. Il n'est pas vrai qu'il ait jamais été mameluk du bey de Tunis. Il n'a servi que le bach-mameluk du bey. Un jour Yousouf et Sélim s'enfuirent après avoir commis une action coupable envers leur maître. Yousouf alla chez les Français. Quant à Sélim, il vint me trouver. Je le reçus très bien et lui donnai même pour le faire vivre la place de kaid-el-cheirr. Il m'a souvent raconté les particularités qui précèdent, et je suis d'autant plus autorisé à le croire que cet homme m'est resté fidèle dans les malheurs qui m'ont accablé. Il m'a suivi dans l'exil, et quand je lui ai accordé la permission de se retirer, il a écrit à son maître pour rentrer en grâce, mais son maître était mort. Dieu l'avait appelé à lui. Sélim se retira à Tunis. Il a aujourd'hui un rang distingué dans l'armée du bey Ahmed et tous peuvent l'interroger. C'est lui qui m'apprit que Yousouf était juif, et voici dans quelle circonstance. Je le rencontrai au moment où je venais d'apprendre ce qui se passait à Bône. Je lui dis : « O, Sélim, ton frère ne me laissera donc jamais tranquille ! » — « O sultan, me répondit-il, comment cet homme pourrait-il être mon frère ? Je suis né en Circassie, d'un père et d'une mère musulmans et Yousouf est né en Italie, d'un père et d'une mère juifs ».

Après tout cela, je m'étonnais fort que les Français lui prêtassent leur concours. Je comprenais bien que tout ce qu'il disait au sujet de leur expulsion n'était que le résultat d'un accord entre eux et lui. Mais ce que je ne pouvais concevoir, c'est que l'on pût avoir l'idée de confier le pouvoir à un homme qui n'avait aucune influence dans le pays. Pour avoir de l'influence, en effet, il faut posséder une grande fortune, avoir de grands talents, être connu par la science, le courage, être d'une famille noble et grande, et Yousouf n'avait aucun de ces titres. Ceux qui n'auraient eu aucune répugnance contre les Français en auraient éprouvé en voyant qu'ils cherchaient à produire à leur tête un homme que l'on avait connu à Tunis dans la plus humble condition. Cette répugnance s'augmentait encore lorsque l'on savait qu'il s'était entouré de gens qui venaient s'abattre sur la province pour en acca-

juif a  
avant  
était  
à lui

parer toutes les places. Les gens que je peux désigner étaient le caïd Soliman ben Zekri <sup>(26)</sup>, etc. Ce n'était pas à moi seul, à mon autorité que l'on en voulait ; on voulait remplacer tous ceux qui m'entouraient. C'est ce qui excita l'exaspération des habitans et les attacha si parfaitement à ma cause.

## IX

d. 1835

Les choses en étaient là quand j'appris que l'on faisait de grands préparatifs à Bône. J'entretenais des gardes et des espions qui m'informaient de tout. Mais je ne savais pas précisément quel était le projet que l'on voulait mettre à exécution. Voulait-on s'emparer d'une portion du pays, ou bien marcher sur Constantine ? Je l'ignorais. Pour savoir à quoi m'en tenir, j'envoyai secrètement à Bône un homme qui alla trouver Yousouf, et j'appris de lui le véritable motif de ces préparatifs. Il s'agissait d'une expédition sur Constantine. On devait attaquer la ville, me renverser, proclamer Yousouf bey et le mettre à ma place. Je vis aussitôt qu'il ne pouvait plus être question pour moi de traiter avec les Français et je fis en conséquence mes préparatifs de défense. Je laissai à Constantine une garnison de 1.000 hommes sous la conduite de Ben Aïssa et du caïd Ali Mohammed ben El Bedjaoui. La ville était bien garnie de munitions et d'artillerie. Il y avait trente pièces de canon sur les murailles et dans la casbah ; il y en avait encore plusieurs autres, mais elles étaient sans affût. Les hommes qui servaient ces pièces étaient des canonniers de Constantine, des Turcs et d'anciens Algériens qui s'étaient réfugiés chez moi.

Je convoquai aussitôt les contingens de toute la province. Pas un ne manqua au rendez-vous. Enfin je formai un camp dans lequel se trouvaient 1.500 fantassins et 5.000 cavaliers.

Quand j'eus réuni toute mon armée, je me portai à une demi-journée de Constantine, à l'endroit appelé Oued el Kelab. J'emmenai avec moi quelques petites pièces d'artillerie. J'appris que les Français marchaient sur moi. J'allai à leur ren-

(26) Sur ce personnage, cf. Pellissier de Reynaud (*Annales Algériennes*, t. I, p. 323) et *Corr. Rovigo*, t. III, p. 616.

contre et nous les trouvâmes à Akbet el Achari <sup>(27)</sup>. Un combat s'engagea entr'eux et nous ; mais, comme je m'aperçus que je ne pouvais lutter, parce que leur armée était de beaucoup plus forte que la mienne, je fis battre en retraite. J'ordonnai de harceler sans cesse l'ennemi, et je me retirai vers Constantine. La prudence me dicta cette conduite. La supériorité des forces des Français était trop considérable pour que je pusse penser à m'opposer directement à eux. De plus mes fantassins n'étaient pas des troupes aguerries et ma cavalerie ne pouvait se mouvoir avec facilité dans le terrain que nous parcourions. « Laissons, dis-je en moi-même, les Français marcher sur Constantine ; n'opposons pas nos troupes à leur passage. Les mêmes hommes qui faiblissent en rase campagne résisteront parfaitement derrière les murailles. D'un autre côté, les Français ont beaucoup de bagages ; leurs mouvements sont difficiles. Ils auront ensuite à attaquer Constantine. L'entreprise est périlleuse ; laissons-les s'avancer au cœur du pays ; je les suivrai de près ; ils seront placés entre la ville et moi et auront à lutter contre deux attaqués ». D'après ce plan mon infanterie ne m'était plus d'une grande utilité. J'en fis rentrer dans la ville une certaine portion, et je me retirai avec les goums sur les derrières de l'armée française, n'étant séparé d'elle que par une très courte distance, observant sans cesse ses mouvements <sup>(28)</sup>.

Les Français arrivèrent enfin à Constantine, mais déjà la pluie et la neige, qui étaient tombées avec une violence inouïe et à peu près inconnue à cette époque de l'année, leur avaient fait éprouver des pertes bien sensibles. La boue et la neige s'opposaient aux progrès des équipages de l'artillerie et du matériel de l'armée. Je portai aussitôt toute mon attention sur ceux qui étaient restés en arrière. Je les attaquaï, leur tuai beaucoup de monde, pris une partie des équipages. Ce qui put rejoindre le gros de l'armée n'y arriva qu'à la débâcle et dans le plus grand désordre.

Quand enfin ces hommes eurent, à grand peine, rejoint

(27) Cf. *Corr. Clauzel*, t. II, p. 300.

(28) E. Mercier : *Les deux sièges de Constantine* (Constantine, 1896), p. 18, parle de l'« inertie » d'Ahmed pendant ce siège. La tactique du Bey fut très raisonnable et lui donna la victoire.

l'armée, on construisit aussitôt sur le Mansourah et le plateau de Sidi Mabrouk des batteries pour attaquer la ville. Les Français se divisèrent en deux corps, descendirent les pentes de Mansourah, traversèrent le Rummel, et vinrent se placer sur le Koudiat Ati, afin d'y former un second point d'attaque contre la ville.

Je revins avec les équipages que j'avais pris, sur Constantine, et me portai à l'endroit appelé M'Sallah. J'établis l'infanterie qui me restait à Ouengatt, avec tout le butin dont nous nous étions emparés. Les Français se trouvaient donc, comme je l'avais prédit, entre la ville qu'ils allaient attaquer et ma cavalerie qui les cernait.

Comme je craignais que la garnison de Constantine ne fût pas assez considérable, et que, d'un autre côté, je pouvais me passer d'une certaine quantité de mes askars, je résolus de les faire entrer dans la ville. Ils y réussirent en traversant la nuit l'armée française et pénétrèrent dans Constantine par un endroit difficile qui se trouve entre la casbah et la porte Djedid. La pente qu'ils gravirent pour y arriver porte le nom d'Akbet el Semara. Il y eut cette nuit-là, entre les Français et la ville, un combat terrible qui se prolongea pendant toute la journée du lendemain. La pluie était un obstacle pour tous les combattans ; mais cet obstacle était moins grand pour nous qui connaissions le terrain sur lequel on opérait, et qui profitions de tous nos avantages sans laisser aux Français une seule minute de repos. Le temps toutefois fut tellement contraire, qu'ayant passé dix jours consécutifs sans me reposer une heure, les fatigues et les souffrances furent telles que j'en ai conservé de vives douleurs dans tout le côté gauche. Cependant je sais endurer la fatigue. Les Français avaient dû épuiser leurs munitions, et je compris bien qu'ils voulaient tenter un effort désespéré pour s'emparer de la ville. Ils avaient formé, comme je l'ai dit, une double attaque, l'une sur la porte El Kantara, l'autre sur la porte Djedid. La première m'inquiétait peu, car pour arriver à la porte El Kantara il faut traverser le pont, qui est étroit, et tous ceux qui gardaient le rempart de ce côté pouvaient facilement s'y opposer. Il n'en est pas de même de la porte Djedid, située à l'extrémité de la partie unie qui se trouve entre le Coudiat Aty et la ville. C'est le véritable point d'où il faut attaquer Constantine, et

le seul sur lequel on peut organiser les travaux ordinaires des sièges.

Le mauvais tems augmentait. On était à la veille du 7<sup>e</sup> jour. Les troupes placées du côté de la porte Djedid s'avancèrent, et pendant la nuit vinrent placer une pièce de canon à très peu de distance de la porte. Il s'agissait de détruire à coups de boulet une barre de fer qui la tenait fermée. Les canonniers français établirent avec des cordes un système particulier pour assurer le pointage de leur pièce et atteindre précisément l'endroit de la porte qu'il s'agissait de détruire. Le coup partit et le boulet manqua le but ; mais il fut lancé avec une telle force qu'il traversa trois portes et alla se loger fort avant dans la muraille d'une maison voisine. Aussitôt après l'explosion, les troupes s'élancèrent, mais la porte restait fermée et, du sommet qui était en machicoulis, les défenseurs firent feu et tuèrent seize hommes. Les assaillants se retirèrent, laissant leur pièce de canon ainsi qu'un cheval blessé.

Du côté de la porte El Kantara on avait porté des sacs à terre, des échelles et des caisses de poudre pour placer des pétards et enfoncer la porte. Les troupes s'élancèrent sur le pont et commencèrent leurs travaux ; mais à cet instant, une pièce de canon qui était dirigée de manière à flanquer le pont, fit feu et tua douze hommes. On recommença et, la position n'étant plus tenable, les Français se retirèrent en laissant sur les lieux les échelles, les caisses de poudre et une foule d'autres objets.

Quant à moi j'étais toujours avec mes goums à observer ce qui se passait. J'entendis de grand matin sonner toutes les trompettes des troupes d'El Mansoura, et aussitôt celles de Coudiat Aty se retirèrent. Je me mis à leur poursuite, mais pas assez activement pour exaspérer leur désespoir. Leur volonté de battre en retraite me parut évidente et je crus pouvoir interpréter leurs intentions par les grandes quantités de poudre qu'ils brûlèrent à diverses reprises. Elles ne firent pas explosion et ne formaient pas ce que nous appelons une fumada. Au passage du Rummel cependant je les attaquai vivement, mais quand j'entendis tirer de Mansoura deux coups de canon à poudre je compris que l'on ordonnait enfin la retraite sur Bône, et je ralentis la poursuite. Je donnai l'ordre à tous mes contingens de laisser l'armée française se retirer.

Je m'en reposais sur le tems, qui était assez mauvais, pour leur faire subir bien des pertes. Une autre réflexion me guidait également : je me disais que si, par notre poursuite, par nos attaques incessantes, nous avions exterminé toute l'armée, la France, puissance à laquelle rien ne résiste, aurait voulu prendre une éclatante revanche de cette défaite, ce qui m'aurait conduit à ma ruine. Je ne perdais pas non plus l'espérance qu'au milieu de ces événements les Français ne m'envoyassent quelqu'un pour parlementer et faire sortir de cette guerre le germe d'une paix solide. Mais j'espérais en vain. Personne ne vint à moi.

J'aurais voulu, comme je l'ai dit plus haut, empêcher qu'on ne poursuivît les Français, mais les goums étaient répandus sur une telle étendue que mes ordres ne purent parvenir à tems jusqu'à eux. D'ailleurs les Arabes, qui aiment tant le pillage, ne purent être contenus. Enfin des Tunisiens se mirent à pénétrer dans des grottes situées sur le Mansoura et y égorgèrent une grande quantité de Français malades et blessés qui y avaient été abandonnés. Mais tout cela arriva contrairement à mes ordres. Nous poursuivîmes l'armée française jusqu'à Souma. Là se répéta la fumada, que j'interprétais encore comme un signal de retraite.

Dois-je dire ici que le motif principal de la résistance des habitans de Constantine, de ceux de la province et de la mienne en particulier avait été sans aucun doute la présence de Yousouf dans les rangs des Français. Tous l'ont compris.

Si j'avais pensé que je pussé traiter avec l'armée, tout en conservant ma dignité de bey, certes j'aurais pu tenter cette entreprise ; mais quand je vis que l'on amenait un bey pour me remplacer et que l'on me faisait l'affront de choisir dans ce but un *mameluk*, un *Icoglan* de Tunis, il n'y eut plus en moi qu'un sentiment, celui de la résistance la plus énergique. C'est ce que j'ai fait, et c'est ce que j'ai dû faire.

Je suivis donc l'armée française sans l'attaquer trop vigoureusement, ou, si elle eut à souffrir quelques vives attaques de la part des miens, ce fut toujours contre ma volonté.

J'attendais toujours quelque parlementaire, mais personne ne vint à moi. Mon étonnement en fut très grand, car c'était dans l'intention de pouvoir recevoir les paroles du général

français que je continuais ma poursuite. Je suivis les Français au delà de Medjez Amar, jusqu'à Guelma, où ils rentrèrent dans leur camp. Pendant la retraite Yousouf se trouvait toujours paradant au milieu de ceux dont il avait causé la défaite. Les Arabes qui le voyaient l'apostrophaient en lui criant : « Comment, toi qui as conduit les Français dans cette position, toi qui as amené sur eux ces malheurs, comment peux-tu rester dans leurs rangs ? Vois ce que leur a coûté la dignité de bey à laquelle ils voulaient t'élever ! » Ils lui disaient encore beaucoup d'autres injures, qui se rapportent à sa naissance et à sa vie lorsqu'il était à Tunis.

Pour moi, quand je vis que les Français ne m'adressaient aucune proposition et qu'ils avaient établi leur camp de manière à faire croire qu'ils ne bougeraient pas de quelque tems, je crus devoir retourner à Constantine et remercier ceux qui m'avaient prêté un si utile concours. Je trouvai sur la route une immense quantité de voitures remplies d'approvisionnements de toute espèce. Il y avait du biscuit, du sucre, du café, des boîtes de chirurgie, des munitions de guerre, du vin, des chaussures et enfin tout ce qui constitue les équipages d'une armée française. Je fis ramasser le tout et promis des récompenses à ceux des Arabes qui me rapporteraient quelques débris. Je payai un canon 2.000 boudjoux, un fusil jusqu'à 50 boudjoux. Je donnai 500 boudjoux pour un prisonnier ramené vivant et 200 à celui qui ne me rapportait que sa tête.

J'ai ainsi racheté aux frais de mon trésor tout ce qui avait été abandonné, et la somme que j'ai employée à cet effet s'éleva à plus de 100.000 douros. Je poussai cette sollicitude si loin que l'on vint me rendre un chien abandonné dans les grottes de Mansoura et qui fut racheté avec le reste. Mon dessein en agissant ainsi était celui-ci. Je me disais : « Les Français ne resteront pas sur un échec. Ils voudront se venger et si je puis leur rendre tous les témoignages de la défaite qu'ils ont subie, les conditions que je pourrai leur proposer seront plus acceptables <sup>(29)</sup>. »

(29) Ahmed cherche manifestement à prouver aux Français, dont il est le prisonnier au moment de la rédaction de ces mémoires, qu'il n'a jamais été véritablement leur ennemi. Son récit cependant est vraisemblable.

Après m'être acquitté de ce soin, je revins à Constantine, où je congédiai mes goums et remerciai tous ceux qui étaient venus à mon secours. Je leur distribuai des récompenses proportionnées à leurs services, et chacun s'en alla satisfait.

## X

A peine de retour je me fis rendre compte par Ben Aissa et par mon khalifa de tout ce qui s'était passé. J'appris que pendant l'attaque des Français on avait tenu un conseil de guerre, et que le cheikh el Belad avait ouvert l'avis de se rendre et d'arborer en signe de capitulation le drapeau de la France sur la grande Mosquée. Cette proposition était la suite des intrigues que Yousouf avait ourdies et qu'il était parvenu à faire partager par tous ceux qui en voulaient à mon pouvoir. L'homme qui en avait été l'agent principal était un nommé Marabét el Arbi qui, dans cette circonstance, me paya d'une ingratitude bien noire et me prouva une fois de plus la vérité de ce proverbe qui dit : qu'un ennemi est toujours un ennemi et qu'en vain vous le comblez de bienfaits, il cherchera la première occasion pour vous nuire. Voici donc ce qui était arrivé.

Avant mon élévation à la dignité de bey et lorsque je n'étais encore que Kaid el Aouassi, je connaissais El Arbi, originaire de Constantine. Il était renommé par les plaisanteries qu'il dirigeait contre tous et qu'il n'épargnait pas à moi-même. Comme cet homme avait l'oreille du dey Hussein, il insinua contre moi des accusations dont le pacha me fit connaître et l'objet et l'auteur. Elles n'eurent aucun effet, car peu de temps après, et nonobstant mon refus, Hussein m'investit de la dignité de bey de Constantine. La malignité d'El Arbi s'en accrut et l'on me fit savoir les propos qu'il tenait contre moi. Je fis peu de cas de ces injures ; je les avais même oubliées. Sur ces entrefaites les Français prirent Alger. Quand je réunis au Djenan-el-pacha tous ceux qui fuyaient de la ville, El Arbi vint auprès de moi avec toute sa famille et me dit : « O Ahmed ! Je me réfugie vers toi. Je te confie ma femme, mes enfants et tout ce que je possède. Je sais que

j'ai des torts envers toi ; je te livre ma tête, mais sauve ma famille et mes enfants ; ramène-les à Constantine, et je mourrai content ». — « Non, lui dis-je, je ne prendrai pas ta tête ; tu me suivras, tu partageras avec moi les fatigues de la route. Tout ce qui est arrivé entre nous est oublié ». El Arbi me répondit par de grandes protestations de dévouement que je crus sincères. Pendant deux ans, à la vérité, il se tint tranquille. Aussi je le récompensai en le nommant caïd des Oulad-Merouan. Mais le pouvoir lui tourna probablement la tête, car il ne s'en servit que pour dresser des machinations contre moi. Il se mit en communication avec tous mes ennemis, il écrivit aux Français et entra enfin en rapport avec Yousouf. C'était lui qui était le chef de tous ses partisans lorsqu'il s'agit d'en faire un bey. Je ne pus lui pardonner ni sa trahison ni son ingratitude. El Arbi fut condamné à mort et exécuté. Notez bien qu'à mes yeux son crime principal n'avait pas été de vouloir se rendre aux Français, car je n'étais pas éloigné de le faire ; mais ce qui le condamna aux yeux mêmes de la population, c'était d'avoir conspiré avec Yousouf pour le faire nommer bey. Quant au Cheikh-el-Belad, coupable aussi, comme c'était un vieillard estimé pour sa science, je me contentai de lui représenter l'énormité de sa faute, et l'estime dont il jouissait dégénéra en oubli (30).

## XI

Je songeai ensuite à faire réparer les murailles et les endroits des fortifications de Constantine qui avaient souffert des attaques de l'ennemi. Je fis abattre toutes les maisons entre Coudiat Aty et la ville. Les assiégeants étaient venus s'y loger et, à l'abri des murailles, tiraillaient continuellement et faisaient le plus grand mal aux habitants. En conséquence je ne laissai debout que le minaret qui recouvre la tombe du marabout Farik. J'achetai de grandes quantités de poudre chez les Gheboula et me mis, par ces mesures, en état de me défendre contre une nouvelle attaque que tout me disait

(30) Clauzel (*Corresp.*, t. II, p. 337) prétend qu'il fut décapité.

devoir être prochaine. Je pensai aussi à prévenir le sultan Mahmoud de tout ce qui était arrivé et à lui demander secours et assistance dans le cas d'une nouvelle attaque<sup>(31)</sup>. Le sultan me fit répondre par Saraf-Effendi une lettre ainsi conçue : « J'ai appris par votre lettre que m'a transmise Si Tabar, pacha de Tripoli, tout ce qui s'est passé dans votre pays. Nous vous félicitons du courage que vous avez déployé dans cette circonstance et nous avons remercié Dieu de la victoire qu'il vous a accordée. Nous comprenons bien que l'Infidèle vous attaquera de nouveau et nous vous faisons savoir que notre secours ne vous manquera pas. Nous allons vous envoyer des hommes en suffisante quantité et des pièces de canon avec les artilleurs nécessaires pour les servir ». Cette lettre me parvint au printemps de l'année 1253. Bientôt après, je reçus avis de l'arrivée à Tunis de quatre vaisseaux de ligne chargés de troupes turques et de 12 pièces de canon, de 150 canonniers et de tous les attelages.

Le bey Ahmed de Tunis laissa d'abord débarquer les pièces de canon, mais lorsqu'il fut question de faire descendre les troupes à terre et de les mettre en marche, il dépêcha un de ses officiers vers le capitain pacha et lui fit observer qu'aussitôt après l'arrivée des vaisseaux turcs, des vaisseaux de guerre français avaient paru en rade de Tunis<sup>(32)</sup> et que, si le débarquement des troupes avait lieu ce serait immédiatement le signal de l'attaque de la ville par les Français ; que, voulant épargner ces malheurs aux habitants, il le pria de ne pas laisser descendre à terre ses troupes.

En même temps le bey m'écrivait pour me prier d'excuser sa conduite. Il me disait qu'entretenant de bonnes relations avec les Français, il n'avait pas voulu, en permettant aux troupes turques de débarquer, attirer sur son pays une guerre terrible. Il déplorait la dure nécessité dans laquelle il s'était trouvé d'être obligé d'intercepter les secours qui étaient envoyés à un défenseur de l'Islamisme. « Ce n'est pas, disait-il, de ma propre volonté que j'ai agi ainsi ; je ne l'ai fait que pour le bien ; pardonnez-moi donc Ahmed ! Je rends

(31) Le courrier est signalé dans Serres, *op. cit.*, p. 167.

(32) L'escadre de l'amiral Gallois (28 août 1837), Serres, *op. cit.*, p. 179-180.

compte au Sultan Mahmoud de ce que j'ai été contraint de faire. Je lui ai dit qu'aujourd'hui la terre entière craint la puissance de la France ; je ne pouvais pas exposer mon empire à sa colère. De ton côté donne-lui exactement connaissance de ce qui a été fait et confirme la vérité de ce que j'ai avancé ». La conduite du bey de Tunis en cette circonstance fut pleine d'astuce et de duplicité. Bien qu'il me témoignât, comme on vient de le voir, des sentiments d'affection, il jetait toujours un œil de convoitise sur le pays de Constantine, puis, sous prétexte de me faire passer les canons en temps opportun, il refusa de les faire réembarquer, et ces douze pièces restèrent à Tunis, où elles furent employées à son service particulier. Le capitain pacha crut devoir obtempérer aux prières du bey, car il n'exigea pas la remise des canons et bientôt même remit à la voile. L'abandon dans lequel j'étais laissé me causa un chagrin d'autant plus vif que des lettres particulières de Kiamil bey m'avaient fait concevoir une plus grande espérance.

## XII

Je dois rapporter ici ce qui eut lieu à cette époque entre moi et un officier français qui était à Tunis<sup>(33)</sup>. Un juif de Constantine, le nommé Ben Badjou, qui avait été employé dans ma maison, se trouvait à Tunis où il était venu pour les intérêts de son commerce. Le hasard ou une autre cause fit qu'il se lia avec un capitaine français nommé Foltz. Un jour ce capitaine lui dit : « Je voudrais écrire à ton maître. Tu iras lui remettre ma lettre et tu me rapporteras sa réponse ». Ben Badjou se rendit à Constantine et me remit ce dont il avait été chargé. C'étaient des propositions d'arrangement dont la lecture m'inspira aussitôt deux réponses : l'une fut pour le gouverneur d'Alger et l'autre pour le capitaine. Je les envoyai à Tunis par Ben Badjou. M. Foltz, à la réception de ces lettres, s'embarqua pour Alger et emmena avec lui

(33) Les négociations furent menées d'abord par un ancien oukil marocain à Tunis, El Harichi (Arc. Gouv. Gén. Algérie, E. 120).

Ben Badjou (34). Ce dernier revint vers moi avec des propositions du gouverneur général (35). Je les trouvai tellement dures que je ne pus les accepter. Je ne pus répondre que par un refus et ce fut encore Ben Badjou qui en fut porteur. Il ne poussa pas son voyage jusqu'à Alger, car le gouverneur général qui avait succédé à celui qui était venu faire le siège de Constantine venait d'arriver à Bône (36). Je me rendis de ce côté et, me trouvant au Belad Amar, il dépêcha vers moi un juif nommé Bou Djennah (37), Algérien habillé à la française. Je n'aurai rien de bon de la venue d'un homme de cette religion. Les juifs de ces pays ont troublé de tout temps les affaires politiques auxquelles ils ont été mêlés. Ils ne combattent pas et ils ont toujours intérêt à voir les autres se déchirer. Ils sont comme des chacals qui viennent recueillir les restes du combat des lions. Si l'on me demande pourquoi je m'étais servi d'un juif, de Ben Badjou, je répondrai que ce n'est pas moi qui l'avais choisi, mais le capitaine français qui, ayant probablement des ordres à cet égard, s'ouvrit à la première personne qu'il rencontra, et il se trouva que cette personne était un juif.

Bou Djennah m'était donc envoyé par le général en chef qui, d'après ce que je puis croire, eut dans la pensée que ce juif avait reçu mission de moi pour s'entendre avec les Français. C'était faux. Bou Djennah ne m'était connu ni de nom ni de l'œil avant le jour où il s'approcha de moi pour m'apporter la lettre qui me proposait l'aman aux conditions suivantes :

Une contribution de guerre de 2 millions m'était imposée (38). Constantine devait recevoir une garnison française qui

(34) Confirmé par Damrémont, le 23 juillet 1837. *Corr. du Général Damrémont* (Publiée par G. Yver), p. 252.

(35) *Ibid.*, p. 262.

(36) Damrémont attribue le refus d'Ahmed à une intrigue d'Abd-el-Kader, ce qui est invraisemblable (au Min. de la Guerre, Mjez-Ammar, 19 août 1837, *Corresp.*, p. 274).

(37) C'est Busnach.

La traduction de la lettre d'Ahmed à Damrémont est publiée dans la *Correspondance* citée, p. 619.

(38) On trouvera ce projet de traité dans *Corr. Damrémont*, p. 278. Il n'est pas question dans ce projet de l'occupation de Constantine par une garnison française.

aurait occupé la casbah. En échange on me laissait la souveraineté de tout le pays en deçà de Medjez-el-Amar où l'on construisait à ce moment-là un camp. On ajoutait que toutes les tribus arabes pourraient, si elles le désiraient et sans que je pusse m'y opposer, reconnaître l'autorité de la France. Cette lettre me parvint au Belad-Amar à l'endroit appelé Biar-el-Sel. Je fis aussitôt convoquer tous les grands du pays et lorsqu'ils furent arrivés ils furent unanimement d'avis de ne pas accepter de telles conditions. J'envoyai la lettre aux Ulémas de Constantine qui y firent la même réponse. En conséquence, je répondis au général en chef que ses propositions avaient été refusées, non seulement par moi mais par tous les grands de la Province, que cependant Dieu m'était témoin que je désirais la paix et que, si telle était son intention, il devait me proposer des conditions moins sévères : « Ainsi, disais-je, je paierai la lezma, je paierai aussi une somme modérée pour les frais de la guerre, mais je ne puis consentir à laisser les tribus libres de quitter mon commandement, car alors, ajoutai-je, comment pourrais-je m'acquitter de la lezma si, au moindre mécontentement, les Arabes se joignent à vous ? Retirez-vous de l'endroit où vous êtes, restez à Bône ; laissez-moi le reste du pays, c'est la seule manière de me mettre à même de vous satisfaire ». Bou Djennah partit avec cette réponse et revint peu après avec une autre lettre qui ne modifiait en rien les propositions que j'avais reçues. Il me répétait aussi les mêmes paroles. Je répondis alors : « Les conditions sont trop dures. Je vois que vous n'avez aucun désir de conclure la paix ; car si vous l'aviez vous les auriez changées, et votre deuxième lettre étant semblable à la première, ma seconde réponse ne peut être que conforme à la première. Je vois qu'il n'y a plus entre vous et moi que le combat ».

Le général français, en faisant choix de Bou Djennah, avait bien mal placé sa confiance, car dès que j'eus fait connaître ma détermination à ce dernier, il me dit : « Vous avez bien fait de refuser les limites de Medjez-Amar que l'on vous proposait. Les Français sont des gens qui veulent s'agrandir par tous les moyens possibles. Aujourd'hui ils vous demandent cela ; demain ils vous demanderont autre chose. Au reste, ajouta-t-il, ce n'est pas en Afrique que se décident toutes les

affaires, c'est en France, c'est à Paris. Si vous voulez mettre votre confiance en moi, faites-moi compter 2.000 douros. Je me rendrai de suite dans cette capitale et là j'obtiendrai pour vous une paix convenable. — Mais, m'écriai-je, tu accuses les Français de vouloir me tromper, tandis que toi seul, O juif, as cette intention ! Nos deux armées sont en présence. Il n'y a pas quatre heures de marche entre nous, et tu me demandes de l'argent, tu parles d'aller à Paris pour traiter de la paix ? Crois-tu donc que Dieu a troublé ma raison ? » Il réprit : « O Ahmed, ne croyez pas que je cherche à vous tromper. Je n'ai fait cette proposition que pour le bien. Si vous ne l'acceptez pas, alors cédez aux Français ; payez la somme qu'ils vous demandent. Elle est considérable, à la vérité ; vous ne pouvez la verser entre leurs mains sans vous ruiner. Mais vous avez un moyen facile de vous acquitter. Assemblez les grands du pays, votre bach-hamba, votre khalifa et votre caïd-el-Dar, et déclarez-leur que s'ils ne vous mettent pas à même de payer les deux millions de boudjoux, vous leur ferez trancher la tête ! — O juif, répondis-je, je reconnais en ce moment la noirceur de ton âme. Ne vois-tu pas que ceux que tu veux me faire dépouiller sont les plumes de mes ailes ? Ce sont les bras et les jambes de mon corps ; si je les fais couper comment veux-tu que je puisse marcher ? ». Je maîtrisai difficilement ma colère, et si Bou Djennah n'avait pas été protégé par son titre d'envoyé, je l'aurais certainement puni de ses paroles. Je ne doute pas qu'à son retour au camp des Français, il n'ait mal rapporté ma réponse au général et que le traitement qu'il s'était attiré par ses propositions ne lui ait inspiré le désir de se venger en cherchant à animer contre moi son amour-propre (39). C'est pour conjurer cette prévision et pour tenter un dernier effort vers un accommodement que j'envoyai au camp des Français mon khateb avec deux mekhazni. Je lui remis une lettre dans laquelle je renouvelai mes premières propositions. Ils restèrent absents deux nuits et un

(39) Le secrétaire Mohamed ben Antri, qui fut mêlé à ces négociations, mourut peu après. Son fils, Salah el Antri (*op. cit.*, p. 76) accuse Ahmed de l'avoir fait périr parce qu'il avait donné aux habitants de Constantine une idée trop juste de la force irrésistible des Français. Mais Ahmed n'ignorait pas cette force, et avait déjà confié ses inquiétudes au sultan de Constantinople.

jour. Le général demeura inébranlable et ne changea rien à ses conditions (40).

J'avais eu soin de convoquer depuis longtemps tous les contingens de la province de Constantine. Tous les chefs s'empressèrent de répondre à mon appel, et parmi ceux qui se présentèrent il y avait : Messaoud ben Mbarek, cheikh Righa ; Resguy, cheikh el Hanencha ; Hardjeb, cheikh Haractas ; El Arbi bou Diaf, cheikh Aoures ; Mohamed ben bou Aziz, cheikh du Belezma ; cheikh Ouled bou Aoun ; Ahmed Mokrani ; Mohamed ben Abd el Selam Mokrani ; Ould ben Abdallah Mokrani ; le cheikh Oulad el Haddad ; Ben Mohamed Messaoud ; ben el Hafsi Mokrani ; Kaid Sahel el Skikda ; Kaid ben Ba Hamed, cheikh el Maatla ; Bou Taïeb Badi ; Mohamed ben Merad, kaïd Gherfa ; Bou Aziz ben Ganah, cheikh el Arab ; Mohamed ben el Hadj, kaïd de Telegma ; Bou Akkas, cheikh du Ferdjiouah ; Ben Azzedin, cheikh de Zouagha ; Mohamed ben bou Azziz, kaïd des Abd el Nour. Ils formaient entre eux 5.000 hommes de cavalerie et 2.000 fantassins, sans compter les askars et khiélas qui ne dépendaient que de moi. J'avais laissé dans Constantine à peu près 1.500 hommes et une grande quantité de très bons artilleurs, entre autres Ali el Bombadji Georji, ancien janissaire d'Alger, qui donna pendant le siège une nouvelle preuve de son adresse et dont je parlerai plus tard.

### XIII

Cependant mon khateb étant revenu sans avoir pu changer la volonté du général, je me préparai à combattre immédiatement. J'attaquai pendant trois jours consécutifs toutes les troupes qui se trouvaient réunies au Medjez-Amar (41). Je savais que d'autres troupes venant de Bône allaient se réunir à elles. Je cherchai donc à combattre les premières avant que la réunion ne s'opérât. Mon attaque ne réussit pas. Rien n'empêcha plus donc l'expédition de se mettre en marche. Je vis

(40) Cf. Mercier, *op. cit.*, p. 416 ; *Corr. Damrémont*, p. 286.

(41) Damrémont raconte cette attaque, dans son rapport du 27 septembre 1837 (*Corr.*, p. 331).

qu'il fallait se contenter de la harceler. Je laissai le chemin libre, afin de recommencer la manœuvre qui m'avait réussi lors du premier siège de Constantine, c'est-à-dire que je cherchai à placer l'armée française entre deux feux, celui de la place qu'ils voulaient attaquer et celui de mes troupes qui les cernaient. A mesure donc que l'armée française s'avancait, je faisais une marche en arrière. Le premier jour on s'arrêta à Sidi-Tamtam, le lendemain à Oued-Zenati le troisième jour à Souma. Chacune de ces journées fut marquée par des combats continuels. On en livra un tellement vif entre Souma et Mansourah que l'arrière-garde des Français, qui soutint l'action, avait à peine quitté Souma quand les têtes de colonnes arrivèrent à Mansourah. De Mansourah on passa la rivière. La garnison de Constantine fit alors une sortie qui eut peu d'effet. Quant à moi, je m'étais séparé d'une partie de mon infanterie qui était allée renforcer la garnison. Mes cavaliers étaient en nombre suffisant pour ce que je voulais tenter.

Comme au premier siège, l'armée française se partagea en deux corps principaux. La plus forte partie s'établit sur le Mansourah, jusqu'à ce que l'on eût préparé les travaux relatifs au passage de la rivière et à l'établissement des batteries destinées à battre la place en brèche. Les pluies ayant commencé à tomber en abondance gênaient beaucoup ces opérations. Quant à la portion de l'armée française qui se porta sur le Coudiat-Aty, elle s'installa un peu en avant de l'endroit appelé El M'Sallah.

Au moment où elle s'y établissait, Moul el Cheqfa, chef des Kabyles du côté de Djidjelli et de Collo, vint me rejoindre avec plus de 10.000 hommes. Il vint aussi des gens de Milah et de toute la Kabylie. Maoui ben Hekahl, du Djebel Aouach, se porta également au secours de la ville, mais tardivement. Elle était tombée au pouvoir des Français quand il arriva.

J'appris aussi alors l'arrivée dans le camp français d'un fils du roi, qui y exerçait un commandement. J'avais eu à ce sujet des renseignements antérieurs, mais ce ne fut que devant Constantine que je fus assuré du fait. Cette nouvelle me donna à réfléchir. Je pensai que rien n'avait été négligé pour faire réussir l'entreprise. Ce n'était plus en traînant un bey à leur suite que les Français venaient attaquer Constantine.

Ce n'était pas pour donner satisfaction à un seul homme. Il s'agissait de contenter une grande nation. Je ne m'en reposais plus qu'en Dieu du soin de mon salut. Cependant les Français construisaient toujours leurs batteries, et pendant qu'ils y conduisaient des canons, un grand événement arriva dans leur camp. J'étais placé en arrière d'eux, à très peu de distance, et j'observais distinctement avec une lunette ce qui s'y passait. Je remarquai un groupe au milieu duquel se trouvait un officier que tout le monde saluait et respectait. Il était entouré d'un grand cortège. Je compris que c'était la réunion des grands de l'armée. Alors, du haut de la position que j'occupais, je fis faire à Ali-el-Bombadji qui était chef d'une pièce placée à Bab-el-Djedid, un signal convenu pour qu'il dirigeât sur cet endroit quelques boulets. Il monta à la Casbah pour bien voir le but qu'il s'agissait d'atteindre, puis il revint à son poste. Il pointa et fit feu. De mon côté je suivais toujours de l'œil ce qui se passait dans le groupe. Je vis les soldats s'agiter. Une voiture s'approche et on y dépose un corps. Les soldats l'accompagnent en baissant le canon de leurs fusils. Ali-el-Bombadji avait donc tiré avec justesse. Il avait atteint un des grands de l'armée. Je voulus profiter de ce moment pour attaquer les Français et faire coïncider avec mon attaque une sortie des assiégés. Mais partout nous éprouvâmes la même résistance que les Français nous avaient déjà opposée. Je ne pus réussir qu'à faire contourner à une partie de mes fantassins le Koudiat-Aty. Ils pénétrèrent en ville par Bab-el-Djedid et par les pentes de la Kasbah. Ils allèrent grossir les troupes que commandaient dans la ville Ben Aissa le Khalifa et Mohamed-el-Bedjaoui caïd el Dar. Elles étaient fortes alors de plus de 4.500 hommes bien armés.

Dans le système de défense adopté pour la ville, j'avais ordonné la construction de plusieurs mines, mais l'ignorance de ceux qui les firent rendit ce moyen presque inutile. Une seule réussit pendant le siège, et encore fit-elle presque autant de mal à la ville qu'aux assiégeants.

Le lendemain de la mort du grand de l'armée, que j'ai appris depuis être le général en chef, l'artillerie des Français redoubla de fureur. Ils s'avancèrent et, battant la muraille, ils eurent bientôt pratiqué une brèche considérable. Quoiqu'on

ne pût la gravir qu'avec difficulté, ils s'y élancèrent pourtant et s'établirent au sommet, prêts à entrer dans la ville. Tout à coup la mine dont j'ai parlé éclata, tua un grand nombre d'assaillants mais fit en même temps périr beaucoup des nôtres. Les autres manquèrent leur effet, et je dus regretter plus tard, lorsque ces circonstances me furent racontées, l'absence de gens experts dans cette partie de l'art de la guerre. Tous les Français se précipitèrent dans la ville par différentes issues que les premiers venus leur ouvrirent. Ben Aïssa voyant que toute résistance était désormais inutile, fit sortir du côté du rocher tous les habitans de la ville, femmes, enfants, vieillards. Il sortit lui-même par cette voie difficile, dont le passage coûta la vie à beaucoup de victimes qui tombèrent au fond du précipice creusé en cet endroit. Les Français, s'apercevant de la sortie des habitans, craignirent une surprise et détachèrent de Koudiat-Aty plusieurs colonnes qui dispersèrent les fuyards du côté du Rummel.

La ville tomba donc au pouvoir de l'ennemi. J'avais fait des pertes immenses<sup>(42)</sup>. Mes meilleurs serviteurs avaient été tués, entre autres Mohamed ben el Bedjaoui, le Kaid el Dar, que Dieu leur fasse miséricorde ! Il ne me resta plus que mes équipages de campagne. Longtemps avant le siège, les principaux de Constantine étaient venus me proposer de faire sortir de la ville tous les objets précieux ; mais, bien convaincu que la résistance des habitans serait d'autant plus énergique qu'ils auraient plus de biens à conserver, je m'opposai fortement à ce projet et, pour leur donner l'exemple et ne pas exciter de mécontentement, je donnai des ordres formels pour que rien ne fût enlevé du palais, et je dis aux habitans : « Puisque j'expose aux coups de l'ennemi tout ce que j'ai, vous ne devez pas craindre pour vos richesses ; votre sort sera le mien et vous devez le partager ».

(42) Mais les troupes françaises furent incapables de le poursuivre. Valée évaluait les pertes à 100 morts et 506 blessés (*Revue des Armées*, nov. 1937, p. 21), mais ces chiffres étaient très inférieurs à la réalité. Bresson écrivait d'Alger, le 28 octobre, au Ministre de la guerre (confidemment) : « nos vivres ont suffi juste jusqu'au 13 ; nos munitions étaient épuisées au moment de l'assaut ; si l'attaque, ébranlée un moment par l'explosion d'une mine, n'avait pas réussi, si l'ennemi avait ramené nos troupes sur nos batteries éteintes, ce qui a failli arriver, l'armée était perdue ; pas un soldat ne serait peut-être rentré à Bône ». Arch. Nat., F 80 1672.

Le butin fait dans la ville dut donc être considérable. J'appris que les juifs entre autres avaient profité du moment de trouble et de confusion inévitable dans un assaut pour se saisir d'objets précieux dont ils connaissaient les places secrètes. Ben Aïssa entre autres fut dépouillé de presque tout ce qu'il possédait. Mais la perte de tous mes biens me touchait peu. Nous n'avions pas souffert. Les troupes que j'avais avec moi étaient intactes, et leur courage au niveau des circonstances malheureuses dans lesquelles nous étions plongés.

## XIV

Je pensai immédiatement à réparer cet échec, car Dieu n'abandonne complètement que ceux qui s'abandonnent eux-mêmes. Je rassemblai donc tous les chefs des goums qui étaient venus autour de moi ; je leur dépeignis la situation et leur proposai de former une smala avec tous ceux qui étaient sortis de la ville, de la porter au Sud dans un endroit sûr, de la mettre sous la garde de nos fantassins. Quant à nous, nous devions tourner immédiatement la ville et nous placer sur la route de Bône de manière à intercepter le passage. Nous savions que outre le Général en chef, l'ennemi avait perdu plusieurs autres chefs considérables et que les vivres devaient commencer à manquer. « Or, disais-je, si nous venons à nous porter entre la route de Bône de manière à couper toute communication avec le point par où les renforts peuvent arriver, nous avons le plus grand espoir de reprendre le dessus ». Mon projet fut approuvé, et il allait être mis à exécution, lorsque Bou Aziz ben Ganah s'écria : « Qu'allez-vous faire ? Vous allez vous éloigner de votre pays, vous porter vers la mer ! Ne savez-vous donc pas que Ferraht ben Saïd s'approche à grandes journées des Zibans, et tandis que vous vous apprêtez à défendre le pays de Constantine, vous vous exposez à être chassés du vôtre. Allons immédiatement vers le Sahara, établissons nos familles et toutes celles qui vous ont suivi dans nos villes, et marchons unis à la rencontre de l'ennemi dont l'attaque est le plus à craindre. Les Français n'avanceront pas, tandis que Ferraht vient à nous. Nous devons donc le

combattre d'abord. Plus tard nous nous réunirons et nous attaquerons les Français ». Ce conseil ne me parut pas bon. Mais je n'avais pas, après mes enfants, de parent plus rapproché que Bou Aziz. Je le croyais incapable de me rien proposer qui ne fût à mon avantage. Je me rangeais donc à son avis. Si Dieu m'avait éclairé en ce moment, j'aurais dû comprendre qu'il ne voulait m'attirer dans le Sahara que pour me dépouiller plume à plume. Mais quand le Seigneur a prononcé la perte d'un homme, il le rend aveugle, et ce qu'il croit devoir être favorable le conduit à sa ruine. Je suivis, je le répète, l'avis de Bou Aziz, et ce fut mon malheur.

Ce Ferraht ben Saïd, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler et dont l'agression venait changer mes projets, était l'ennemi et le compétiteur de Bou Aziz qui l'avait remplacé dans la charge de cheikh el arab. Il cherchait tous les moyens de le renverser et de reprendre le pouvoir qu'il avait occupé autrefois. C'est ainsi qu'il s'était uni jadis à Ibrahim bey et qu'après la défaite de ce dernier il s'était adressé à tous ceux qui voulaient agiter le pays. Il avait écrit à Abd-el-Kader, aux Français et, espérant que malgré leur première défaite, ceux-ci seraient peut-être plus heureux, il marcha sur Constantine. Mais il eut soin de ne pas se presser et d'attendre que la fortune de la guerre eût prononcé. Si les Français avaient été vaincus, il se serait peut-être rangé de notre côté et aurait demandé une récompense. Je dois cependant justice à Ferraht : c'est un homme de poudre et de bras ; pendant sept ans il lutta contre moi ; dans un combat il en vaut cent à lui seul. Bou Aziz ben Ganah auprès de lui n'est qu'une femme.

Après avoir pris la détermination de nous rendre au Sahara nous nous dirigeâmes vers le Sud.

C'était deux jours après la prise de Constantine. Je me trouvais à l'endroit appelé El Essnam, lorsqu'un cavalier arabe vint m'apporter une lettre de la part du général qui commandait les Français (43). Elle était très courte et contenait

(43) Nous pourrions prochainement confronter les souvenirs imprécis d'Ahmed avec la *Correspondance de Valée*, qui sera publiée cette année par les soins de M. Yver. Un résumé des négociations, accompagné d'extraits de la correspondance, est conservé aux Arch. Nat., F 80 1673. Il m'a servi pour contrôler le récit d'Ahmed, bref et peu exact.

ces mots : « Venez réclamer l'aman. Rendez-vous à discrétion. Nous vous enverrons en France ». C'était la seule offre qu'on me faisait. Je n'y pouvais consentir et je répondis par un refus. Trois jours après, deux autres personnes vinrent me trouver. C'était Bel Athar de Constantine, et El Hadj el Bey, de Bône (44). Ils me répétèrent les mêmes paroles en ajoutant que le bras des Français s'étendait partout et que je n'avais d'autre parti à prendre que celui de me soumettre sans condition (45). Cette fois ils ajoutèrent que les Français me traiteraient avec la générosité qui est le caractère de cette grande nation. Je répondis : « Je veux bien faire ma soumission, mais au lieu de me forcer à aller en France, qu'on me laisse embarquer et me diriger vers un pays musulman, vers la chambre de Dieu ». Quand j'eus exprimé ce désir, Bou Aziz me dit : « Que faites-vous ? Vous voulez donc manquer à votre promesse ? N'avez-vous pas dit que vous alliez nous accompagner au Sahara ? N'acceptez-donc pas cette proposition ». Dieu

(44) D'après la version officielle française, c'est Ahmed qui les a envoyés.

(45) Au contraire Valée dit qu'il a proposé à Ahmed de lui rendre son beylicat. Ahmed aurait seulement payé un tribut annuel de 100.000 francs. Les Français n'auraient gardé que les ports. La France ne conserverait même pas une garnison à Constantine, et rendrait au Bey ses canons, ses munitions et ses provisions de bouche. Ahmed a essayé encore une fois d'ergoter, déclarant nécessaire l'approbation du Sultan, refusant tout abandon de territoire (*Valée au ministre*, 25 octobre 1837). Les négociations ont continué en 1838, et Valée offrait encore de rendre le beylicat, mais estimait que désormais il était impossible d'évacuer Constantine (*au ministre*, 6 avril 1838). Il croyait encore pouvoir opposer le Turc Ahmed à l'Arabe Abd-el-Kader. Le projet Valée, plus bienveillant que celui de Paris, fut accepté par le ministre le 6 juin. On le fit connaître au Bey par l'intermédiaire de Bou Aïssa, qui avait fait sa soumission et nous offrait de soumettre toute la Kabylie orientale, si on lui en confiait le gouvernement. Ahmed n'a pas reçu la lettre de Bou Aïssa, le courrier ayant disparu, et n'a pu y répondre.

Le général Négrier, qui commandait la province en mai 1838, n'eut pas les mêmes ménagements à l'égard du vaincu : « Ta soumission complète, lui écrit-il le 19 mai, peut seule te sauver des désastres qui t'attendent, et tu ne peux te confier qu'à l'honneur et à la générosité de la France, qui sont connus du monde entier. A cette condition je te garantis la sûreté de ta personne, de ta famille et de tes biens. Il est inutile que tu m'en proposes d'autres ; je ne les écouterai pas ». Cette lettre, qui n'était nullement conforme aux instructions du Gouvernement, froissa Ahmed. Les négociations languirent. Le 24 septembre Valée reçoit encore une lettre du Bey. Mais le maréchal n'est plus aussi conciliant ; il lui offre de se soumettre et de faire confiance au roi Louis-Philippe, qui lui rendra peut-être le pouvoir. Ahmed ne peut accepter cette humiliation (*Lettre de Valée au ministre*, 4 octobre 1838). C'est sans doute à ces derniers pourparlers que le Bey fait allusion ici.

obscurcit encore ma volonté et je répondis aux envoyés par un refus positif.

Peu de tems avant la prise de Constantine, Hadj Abd-el-Kader avait écrit aux Arabes et leur avait fait savoir qu'il venait de faire la paix avec les Français, qui avaient reconnu sa souveraineté sur tout le pays, et qu'en conséquence ils devaient secouer le joug de mon autorité et se ranger sous son obéissance. « Si vous ne le faites pas, ajoutait-il, je saurai bien soulever les Français contre vous et vous serez bientôt écrasés par mes forces et les leurs ». Ces lettres ne firent que peu d'effet sur les Arabes de Constantine. Ferrah ben Saïd seulement, dont l'intention était de saisir tout ce qui pouvait servir ses projets contre Bou Aziz ben Ganah, répondit aux ouvertures d'Abd-el-Kader qui le nomma khalifa du Sahara et lui donna des lettres de recommandation. Cependant, avant de se compromettre entièrement avec lui et de faire usage de ces lettres, Ferrah résolut de se rendre du côté de Constantine où allaient se débattre de grands intérêts ; et, comme je l'ai déjà dit, de n'y arriver que lorsque la victoire aurait prononcé.

Il n'y arriva, en effet, que sept jours après la paix, et comme il vit que je me dirigeais vers le Sahara, il chercha à s'unir aux Français et leur fit des propositions d'alliance. Il demanda à être reconnu comme cheikh-el-Arab et qu'on lui accordât des secours en troupes pour aller me combattre, ainsi que Bou Aziz. « Voyez, leur disait-il, je dispose de sept nedjas des Arabes, et Bou Aziz n'en a plus qu'un seul avec lui. Si vous me donnez ces troupes, j'irai en finir avec eux et je vous apporterai la tête d'Ahmed bey ». « Mais, lui répondirent les Français, comment peux-tu venir réclamer du secours ? Tu nous dis que tu as sept nedjas pour toi, et qu'il n'en reste plus qu'un seul à Ben Ganah. Marche donc contre lui avec confiance et, quand tu l'auras vaincu et que tu lui auras fait reconnaître seul la puissance de la France, nous t'accorderons au delà de ce que tu demandes. Mais en ce moment ne compte pas trop sur des troupes françaises ». Ferrah s'en fut, et vint à ma poursuite. A quelques jours de là Dieu m'accorda une rencontre glorieuse avec lui, dans laquelle les miens furent vainqueurs. Je marchais vers le Sahara, lorsque au détour d'une route, mes goums se trouvèrent face à face avec ceux

de Ferrah. Ils étaient là, me barrant le chemin, croyant déjà me faire prisonnier, mais je donnai sans hésiter l'ordre à mes cavaliers de charger et de franchir l'obstacle que l'on nous opposait. Le combat s'engagea avec vigueur. Le sang coula de part et d'autre. Ferrah perdit plus de trois cents des siens, tant morts que blessés. Je me dégageai et Ferrah, malgré tout le courage qu'il déploya, fut obligé de prendre la fuite, en laissant en mon pouvoir tout ce qu'il possédait. Il se réfugia à Souf, entre Djérid et Tuggurt.

## XV

Quand j'arrivai dans un lieu à peu près sûr, j'écrivis au sultan Mahmoud pour l'instruire de tout ce qui s'était passé. Je ne pus m'empêcher d'exhaler des plaintes très vives sur l'abandon dans lequel on m'avait laissé. « Voyez, lui disais-je, je n'ai pas voulu traiter avec les Français. J'ai toujours attendu le secours que vous m'avez promis. Je n'ai rien fait sans vous en avoir rendu juge, sans avoir réclamé vos conseils, et aujourd'hui je suis chassé de Constantine, errant au milieu des Arabes. Est-ce donc là ce que méritait ma confiance en vous ? Et avez-vous tenu les promesses que vous me faites depuis sept ans ? N'est-ce pas pour vous avoir obéi que je suis réduit au malheur ? Me laisserez-vous dans cet état ? Je vous ai informé ; c'est à vous à prononcer ».

Cette fois j'envoyai ma lettre par Tunis. Elle était accompagnée d'une autre pour le bey, qui reçut mon envoyé avec les plus grands égards et lui donna la plus large hospitalité. La conduite du bey n'était pas sans doute dictée par des sentiments d'affection pour moi. Pendant que nous étions au pouvoir nous avons eu de fréquentes occasions d'inimitié, d'abord lorsqu'il retint les troupes envoyées à mon secours, et dans beaucoup d'autres circonstances où il se montrait jaloux de mon autorité. Mais le motif de l'accueil extérieur qu'il me faisait était qu'il songeait à se rendre souverain indépendant de Constantinople et qu'il craignait que la Sublime Porte m'appelât à lui succéder. Il m'eût été facile à cette époque de faire soulever le pays. Le bey me répondit donc

aussitôt, et me fit les offres les plus gracieuses. Il me disait que si je ne trouvais pas de sûreté dans le pays, je n'avais qu'à venir me réfugier dans celui de Tunis, qu'il me recevrait comme un frère. Je le remerciai des bons sentiments qu'il me témoignait, je refusai tout ce qu'il m'offrait personnellement et me contentai d'appeler sa sollicitude sur mes serviteurs. Je me retirai sur les confins du Tell, à l'endroit nommé Bouacif. Tous les Arabes qui étaient autour de moi avaient fait des pertes considérables et cherchaient à vivre le plus économiquement possible. Ayant appris que les blés étaient à un prix modique dans la Régence de Tunis, ils me prièrent d'écrire en leur faveur afin d'obtenir la permission pour eux d'aller s'y approvisionner. Je le fis, et le bey donna aussitôt des ordres pour que nos gens pussent venir faire leurs achats avant tous les autres. Dans sa réponse à ce sujet, le bey insistait encore pour que je vinsse dans son gouvernement.

J'ai ici le regret de dire que les gens qui se rendirent à Tunis ne s'y conduisirent pas comme ils le devaient. Cédant à un conseil perfide qui leur fut donné par Bou Aziz ben Ganah, ils oublièrent qu'ils n'étaient que des hôtes dans le pays de Tunis, qu'ils y étaient l'objet d'une mesure de faveur et de préférence. Ils manquèrent aux devoirs de l'hospitalité et allèrent faire une razzia sur la zaouia d'Abd-el-Kerim, qui sert de dépôt de grains à tout l'Est de Tunis. Aussitôt le kiaia du Kef m'écrivit pour me reprocher la conduite des miens. Je lui répondis que je me portais garant du dommage qui avait été causé. Je fis faire des perquisitions et il fut établi que le montant de ce qui avait été volé était de 80.000 réals de Tunis. Le kiaia m'écrivit de nouveau pour m'engager à faire payer cette somme par les coupables, mais je lui fis observer que je n'étais plus qu'un souverain détrôné, que je n'avais presque aucun pouvoir, mais qu'il ne serait pas dit que quelques-uns des miens auraient commis une mauvaise action sans que je l'eusse réparée. Je lui offris de lui payer 80.000 réals de ma bourse; mais le kiaia me répondit qu'il ne le souffrirait pas, que je n'étais astreint à aucune indemnité. Je fis alors prendre 50.000 réals et je les donnai à ceux qui avaient souffert. Bou Aziz ben Ganah, en donnant un conseil aussi perfide, avait eu l'intention de susciter contre moi le bey de

Tunis. Il voulait achever ma ruine et s'emparer de tout ce que je possédais, mais, comme ce n'est pas un homme assez courageux pour le faire ouvertement, il employait toutes les voies détournées pour arriver à son but. Avide d'argent, il a tout sacrifié à sa passion dominante. J'avais aussi à cette époque refusé de condescendre à ses désirs; il en fut tellement mécontent qu'il résolut de me quitter. Voici le motif de cette discussion. La tribu des Hanencha<sup>(46)</sup>, dans laquelle je me trouvais, avait autrefois pour cheikh l'oncle de Hassenaoui qui, ayant formé des complots contre moi, fut mis à mort et remplacé par Resguy, qui avait été mon secrétaire et me portait le plus vif dévouement. Pour satisfaire la famille d'Hassenaoui<sup>(47)</sup>, je fis nommer celui-ci khateb du cheikh; mais il conservait contre moi des sentiments d'inimitié qui le forcèrent à se retirer. Il se réfugia à Tunis d'abord, ensuite à Bône auprès de Yousof et conserva cependant quelques relations avec moi. Il s'adressa à Bou Aziz et le pria de le faire nommer cheikh des Hanencha en remplacement de Resguy. Il lui offrit dans ce but une grosse somme d'argent. Bou Aziz accueillit bien vite cette ouverture et vint me trouver, me demandant en grâce d'accomplir ce changement. « Mais, lui dis-je, comment avoir confiance dans celui qui est mon ennemi? Resguy m'a toujours bien servi, et tu veux que je le destitue? Ce que tu me conseilles n'est pas juste ». Je résistai longtemps, mais en ce moment j'étais presque à la merci de Bou Aziz et je fus contraint de céder. Hassenaoui fut investi et Resguy s'éloigna de moi. Mais, ayant connu le motif de sa révocation, il alla trouver à son tour Bou Aziz et lui fit des promesses d'argent pour rentrer en place, et, dans la crainte que je soupçonnasse ses machinations, il lui dit : « Va trouver le bey Ahmed. Propose-lui de se défaire de Hassenaoui et de le faire assassiner. Puis il nommera ton gendre Ali ben Mohamed, cheikh des Hanencha. Je serai son khateb, son conseiller ». Bou Aziz ne recula pas devant cette

(46) Grande tribu berbère, arabisée à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Son territoire s'étendait de Tébessa à l'Aurès. D'après un rapport du général Négrier en date du 12 mai 1842, elle pouvait mettre sur pied 2.500 à 3.000 cavaliers et 6.000 fantassins (Arch. Nat., F 80 1674).

(47) Cette famille pouvait disposer de plus de 500 cavaliers.

proposition. Il vint à moi et me parla de réaliser ce projet. Mais mon indignation ne put se contenir : « Comment, lui dis-je, c'est toi qui as intercédé pour mon ancien ennemi, c'est toi qui l'as fait investir, et aujourd'hui tu viens me demander sa mort ! Mais tu sais qu'il a été notre hôte, que je l'ai reçu sous ma tente. Sache donc que si j'ai puni ceux qui m'ont trahi, moi je n'ai trahi personne ». Ma réponse offensa Bou Aziz. Ce fut lui qui conseilla à mes gens de faire une razzia sur ceux d'Abd-el-Kerim, afin d'éloigner de moi le souverain de Tunis, et comme je lui en témoignai mon mécontentement, il me quitta pour retourner au Sahara, et je me dirigeai vers les Haractas.

Bou Aziz, depuis, s'est rendu aux Français<sup>(48)</sup>. Ce ne fut pas cependant sans m'avoir consulté. Il me dit lui-même dans la lettre qu'il m'écrivit à ce sujet : « J'irai aux Français et je te servirai d'intermédiaire si tu m'y autorises ». Ce qui s'était passé entre nous ne me permit pas d'accepter cette offre, mais je ne désapprouvais pas le parti qu'il avait pris. Il succéda au pouvoir à Ferraht, mais il ne put jouir de son commandement que longtemps après.

Quant à moi, je restai deux mois à peu près chez les Haractas. Il y avait un an que Constantine était au pouvoir des Français. J'appris qu'une expédition allait se diriger contre moi. L'armée sortit et vint à très peu de distance de mon camp. Le général qui la commandait m'écrivit pour réclamer ma soumission<sup>(49)</sup>. Je répondis encore comme je l'avais fait tant de fois précédemment : que j'avais écrit à Constantinople, et que j'attendais la réponse. Croyant être attaqué, je levai mon camp pendant la nuit ; mais les Français ne continuèrent pas leur poursuite et revinrent à Constantine.

Je me retirai alors vers le Rhir, où je passai l'hiver. Au printemps une colonne partit de Constantine et se porta vers les hauteurs.

(48) Bouaziz Bengana fut reconnu par la France comme Cheikh el Arab et Khalifa du désert. Il combattit Hassen ben Azzouz, khalifa d'Abd-el-Kader, qui subit une sanglante défaite à Salsou. Dans l'ouvrage cité plus haut sur les Ben Gana (p. 70 à 77) on décrit amplement cette victoire. Féraud prétendait cependant que Bouaziz n'y avait pas même assisté : il se trouvait alors avec ses troupes aux environs d'Ain-Yagout, à 25 lieues plus au Nord, dans le Tell. Qui pourra faire l'histoire critique du désert ?

(49) Il s'agit de l'expédition de Négrier (voir plus haut, note 45), en mai 1838.

Mais je dois auparavant raconter toutes les intrigues qui s'agitèrent à cette époque contre moi. Un homme tombé du pouvoir est comme le lion mourant. Tous ceux qui, pendant qu'il était puissant, auraient craint la portée de son regard, s'abattent sur lui comme des oiseaux de proie pour lui arracher un lambeau de sa chair.

## XVI

J'avais appris que le nommé Ould Younès, cheikh du Rhir, avait concerté avec les Ouled sidi Yahia et les Zeralna, sujets de Tunis, une trahison contre moi. Il écrivit au commandant français qui était à Constantine et lui avait dit : « Donnez-moi 40.000 douros que je distribuerai aux Arabes, et je vous apporterai la tête de Hadj Ahmed bey ». Puis il vint me trouver et me dit : « Je viens d'écrire au général qui commande à Constantine. Je l'invite à sortir de la ville avec ses troupes. Je lui ai demandé 40.000 douros. Quand il sortira nous l'attirerons dans un piège et nous prendrons toute sa colonne ». Lorsque j'entendis ce misérable oser ainsi m'avouer et confirmer de sa bouche son infamie, que je connaissais déjà, je le fis mettre en jugement. Il fut condamné à mort ainsi que son fils, et je nommai à sa place son neveu Ahmed ben el Zin. Peu de jours après, l'armée française se portait vers les Haractas. Ceux-ci s'adressèrent aussitôt à moi pour m'engager à venir à leur secours. J'étais à cette époque très souffrant. Je pensai d'abord à me réfugier vers la montagne, mais je ne pus résister à leur prière, ni les abandonner alors qu'ils s'exposaient pour moi.

Je vainquis ma douleur et je me rendis chez eux. Mais déjà les Français étaient arrivés et avaient fait une razzia immense<sup>(50)</sup>. Un grand nombre des Haractas furent faits prisonniers. Le reste prit la fuite. Je fus obligé de battre en

(50) Il fait allusion à la campagne du général Galbois, au printemps de 1840. On prit aux Haractas 80.000 têtes de bétail. Sur la fuite d'Ahmed et son séjour dans l'Aurès, cf. A. Papier : *Histoire d'un soulèvement kabyle en 1804, suivi de considérations historiques et politiques sur les insurrections de l'Aurès...*, Bône, 1879, p. 28 sq.

retraite. Mais le lendemain les Français ne continuèrent pas leur poursuite. Nous revînmes sur eux et nous reprîmes une grande partie des troupeaux.

Après cette expédition, je retournai au Rhir, où je fixai ma demeure. Peu de temps s'était écoulé quand le cheikh Mourad, cheikh des Dreda, qui sont sujets de Tunis, me vint voir. Il coucha chez Ahmed ben el Zin, où il fut reçu comme hôte ; mais pendant la nuit Ahmed ben el Zin se leva et lui vola son cachet d'or qui était contenu dans sa djebira. Puis il écrivit au bey de Tunis en lui disant : « Apprenez que le cheikh Mourad est venu ici à votre insu trouver le bey Hadj Ahmed. Il conspirait contre vous, et je vous en donne la preuve en vous envoyant son cachet que j'ai soustrait dans sa djebira ». Le lendemain le cheikh Mourad vint me trouver et se plaignit du vol qui avait été commis. Je pris des renseignements et je connus la trahison d'Ahmed ben el Zin, qui n'avait d'autre but que d'exciter contre moi la colère du bey. Je le fis saisir, et, convaincu de sa trahison, il fut condamné à mort.

Il n'était pas le seul qui cherchât à conspirer contre moi. Je fus obligé de châtier sévèrement tous ceux qui avaient participé aux machinations qu'il tramait, entre autres les Zéralmas. Une année se passa ainsi, et j'étais toujours dans le Rhir. Un jour les Zéralmas y vinrent avec des forces considérables. Ils venaient, disaient-ils, pour faire paître leurs troupeaux, mais en réalité pour accomplir une trahison et se venger, ainsi que les Oulad Younès. J'avais été prévenu de leurs projets quelques jours auparavant. Ils arrivèrent au coucher du soleil. Je les attaquaï. Ils perdirent 25 hommes pendant le combat. Ils prirent la fuite. Je me mis à leur poursuite sans pouvoir les atteindre.

Il se passa ensuite une autre année qui ne fut marquée par aucun événement. A l'expiration de cette année, je me transportai du Rhir au pays des Hanencha, et j'y passai deux mois. Puis je me mis en route pour le Djebel Aurès afin d'y réunir tous les gens de ma famille et les effets que j'avais envoyés lors de la prise de Constantine.

Une colonne à cette époque s'était dirigée contre moi dans

le Rhir, mais, apprenant que je m'étais jeté dans l'Aurès elle rentra à Constantine.

Je restai un an dans cette montagne, et un jour les Ouled Djerradj vinrent me trouver et m'engagèrent à les accompagner dans le Hodna. Je leur dis : « J'y consens, mais je veux être suivi de tout votre goum ». Ils se joignirent donc à moi, et je fis si bien que je les forçai à marcher contre Ahmed ben el Hadj, khalifa d'Hadj Abd-el-Kader, qui était à Biskra. Je l'attaquai, et dans le combat qui eut lieu entre nous, je lui enlevai 30 fusils et lui tuai 40 des siens. Le reste se réfugia dans la ville dont ils fermèrent les portes, et je ne pus y pénétrer.

J'avais appris qu'Ahmed ben el Hadj avait, de concert avec les Oulad Derradj, comploté une expédition contre moi ; mais j'agis avec assez de bonheur et d'habileté pour me servir contre lui de ceux qu'il avait voulu armer contre moi. Après cette expédition, nous allâmes, comme ils nous le demandaient, dans le Hodna<sup>(51)</sup> et, m'y étant établi, je reçus un message du cheikh Messaoud des Righa<sup>(52)</sup>, qui m'avertit qu'une colonne venant de Sétif se dirigeait contre moi, que je devais réunir mon goum et passer chez lui. Je distribuai 4.000 boudjoux à mes cavaliers et allai rejoindre Messaoud.

Nous eûmes une rencontre avec la colonne française et j'y perdis six hommes et neuf chevaux<sup>(53)</sup>. Nous nous séparâmes et je rentrai dans le Hodna, où je passai quatre mois, puis je le quittai pour me rendre chez les Ouled Solthan, où je passai un an et demi. Pendant mon séjour chez eux, une deuxième colonne, partie de Sétif, vint s'arrêter chez les Ouled Ali. Je rassemblai les Ouled Solthan, qui allèrent à la rencontre de la colonne. L'on se battit pendant deux jours, puis la colonne revint à Sétif. Je n'assistai pas à ce combat. Près de huit jours après, la colonne revint une seconde fois. Nous attaquâmes encore les Français, qui ne persistèrent pas dans leur entreprise. Ces deux sorties de Sétif contre moi eurent

(51) En août 1841.

(52) Riehia, caïdat de Mila ?

(53) Le général de Sillègue l'a battu à Aïn Roumel, au Sud de Sétif.

lieu à l'époque où le fils du roi <sup>(54)</sup>, qui avait été mis à la tête de la province de Constantine, s'était rendu dans le Sahara. Au retour de l'expédition qu'il avait faite dans ce pays, il alla passer quelques jours à Constantine, puis il fit marcher contre moi les tribus nomades et les Tellia.

Mes forces consistaient en 700 cavaliers et fantassins et les Ouled Solthan. Je fus bientôt entouré de toutes parts par les troupes françaises et les Arabes qui marchaient avec elles. Nous combattîmes pendant deux jours avec une ardeur et un acharnement tels que je puis dire que c'est le combat le plus sanglant auquel j'aie jamais assisté, et Dieu m'est témoin que, depuis mon enfance, j'ai entendu la poudre parler bien des fois. Les Français formèrent six colonnes pour arriver au sommet de la montagne ; mais notre ardeur ne fut pas moindre, et, lorsqu'ils furent arrivés à moitié de la pente qu'ils devaient gravir, nous chargeâmes avec fureur. Les Français furent contraints de céder et de rejoindre leur camp.

Ce jour-là nous fûmes favorisés par la pluie qui tombait à torrents et par un brouillard tellement épais que l'homme ne voyait pas son voisin. Cet inconvénient était bien moins grave pour nous, qui étions sur le terrain, que pour l'ennemi. Enfin, le samedi suivant, l'armée ennemie aborda de nouveau la montagne, parvint à s'établir à l'endroit appelé El Bir, y passa la nuit ; ensuite elle franchit l'Aurès, rentra dans Bathna, où elle passa une nuit, se ravitailla, et, après avoir contourné la montagne pour chercher probablement des pentes plus aisées, revint une troisième fois dans l'Aurès. Je remarquai que ces trois attaques eurent lieu en quinze jours d'intervalle, et toujours le jour de Harbâ. A la troisième ascension de l'armée française, j'étais accablé par la maladie. J'étais près de la mort ; je ne fus sauvé que par le dévouement des miens, qui me transportèrent sur un brancard comme l'on fait d'un cadavre. Pendant le plus fort de la mêlée, j'avais été déposé dans un bois d'où j'entendais tous les coups de fusil. La plus vive de mes douleurs était de ne pouvoir prendre part à un combat dont mes intérêts étaient le motif. Je ne pouvais me résoudre à m'éloigner de mes fidèles serviteurs ; et, quand

(54) Le duc d'Aumale (avril 1844).

l'armée française parvint à l'emporter, je n'étais pas séparé d'eux par un quart d'heure de marche. Quand il fit nuit et que je vis que Dieu ne m'avait pas favorisé, on m'emporta et je passai si près de l'armée française que je voyais distinctement les sentinelles. Nous marchâmes toute la nuit, nous dirigeant à l'ouest d'El Bir. Le matin on découvrait nos traces ; on nous suivit jusqu'à El Bir. L'on m'emporta au mont Metlili, où nous restâmes un jour et une nuit, et le lendemain nous nous dirigeâmes vers El Daya. Pendant tout ce temps, j'étais tellement malade que je ne pouvais ni marcher ni me tenir à cheval. Je voyageai porté dans une litière sur les épaules de mes fidèles serviteurs.

Après un court séjour à El Daya, nous nous mîmes en route vers les Beni Ferradj. Arrivés près de chez eux, nous y passâmes la nuit, et le lendemain j'entrai dans leur dachera (village), où je restai quelques jours. Puis j'allai à El Mana dans la maison d'Ebn el Abbas. J'y réunis mes effets, et les gens de ma famille. Je n'ai pas besoin de faire observer que dans cette fuite je perdis tout ce que je possédais ; mes bagages, mes papiers, mes tentes, presque tout était tombé au pouvoir de l'ennemi. J'étais accablé par la maladie et je n'avais pu prendre aucune disposition. Dieu m'avait frappé avec rigueur. Je restai à El Mana pendant près d'un an.

A cette époque une colonne française fut dirigée sur les gens de l'oued Abdi <sup>(55)</sup>. Quand elle fut sur le point d'arriver chez eux, le général envoya pour les inviter à se soumettre, mais ils refusèrent énergiquement et députèrent vers moi pour que je vinsse à leur secours. En conséquence, je rassemblai tous ceux qui suivaient ma triste fortune, et je passai chez eux. A mon arrivée, je vis que rien n'était préparé pour soutenir la lutte, qu'ils n'étaient pas d'accord entre eux. Je leur dis : « Je ne puis combattre avec vous ; je ne puis m'exposer à un échec certain, et j'ai un conseil à vous donner, c'est de faire votre soumission et d'aller vers le général lui dire que vous acceptez ce qu'il vous a offert. Voilà le conseil qui m'est dicté par votre intérêt. Quant à moi je vais vous quitter ». Mais ils me répondirent : « Cela est impossible.

(55) Expédition du général Bedeau en mai 1845.

Nous ne nous soumettrons à personne. Nous combattrons, et nous ne vous laisserons pas partir ». Je sentis en mon âme que ce serait un grand déshonneur de les abandonner, et je restai avec eux jusqu'au jour où le combat eut lieu. Mais, au moment où l'affaire s'engageait avec vigueur, ils lâchèrent pied et s'enfuirent de toutes parts. Je rentrai à El Mana. Les Français continuèrent leur marche pour tomber sur les Toualas et les Beni ben Sliman, et ils s'arrêtèrent à l'endroit appelé El Medina.

Or, il arriva qu'Ahmed ben el Hadj, khalifa d'Abd-el-Kader, était campé avec son armée chez les Touabas, et ayant appris l'approche des Français, il leva son camp et s'enfuit dans le Belad-el-Souf. Les Français, après quelques jours de poursuite, rentrèrent à El Medina, s'y reposèrent deux jours et en sortirent ensuite divisés en deux corps particuliers, dont l'un se porta sur les villages des Touabas et l'autre suivit le cours de la rivière. Ils y furent attaqués, mais le second corps ayant tourné la position sans être aperçu, ce ne fut qu'à la clarté des feux que les Touabas s'aperçurent qu'ils n'avaient plus d'autre parti à prendre que celui de la soumission, et allèrent demander l'aman. Quand je vis ce qui s'était passé, je partis d'El Mana et montai au Djebel Hammar Kaddou<sup>(56)</sup>.

L'armée française descendit de chez les Ouled Abdi à la demeure de Bel Abbas où j'avais demeuré. On s'informa de moi et l'on dit que j'étais dans le Djebel Hammar Kaddou. L'armée prit quelques jours de repos, puis se partagea en deux divisions. L'une se dirigea vers les Beni Ferrah et de là à Bathna. L'autre division rentra à El Medina, à la poursuite d'Ahmed ben el Hadj : elle alla jusqu'à un endroit qui est situé entre El Khanga et El Touaba. C'est un pays entièrement dépourvu d'eau. L'armée y souffrit beaucoup, et un grand nombre de soldats y moururent de soif. Elle se dirigea ensuite vers Khaga, d'où elle alla au Djebel El Amamera, et les troupes se séparèrent et revinrent dans leurs garnisons. Les bagages, laissés à El Médina, furent rapportés à Constantine par El Arbi ben Diaf.

## XVIII

Quant à moi, je me fixai au Djebel Hammar Kaddou, et j'y fus à peu près deux ans ; lorsqu'un jour le commandant français de Biskra m'écrivit pour me représenter qu'il conviendrait de faire cesser la longue hostilité qui existait entre nous. Nous échangeâmes plusieurs correspondances et je compris qu'une pacification devait être une chose méritoire devant Dieu, et cette proposition me fut agréable.

Le commandant de Bathna m'écrivit dans le même sens et me promit un accueil sincère, de me faire accorder l'aman et de me faire chérir désormais l'autorité de la France, qui m'aurait rendu mes biens et mes propriétés. Ces ouvertures me comblèrent de joie et j'échangeai encore à ce sujet plusieurs correspondances.

Le commandant de Bathna sortit quelques jours après avec une colonne considérable, et se porta vers les Beni-Oudjana. Je lui dépêchai un de mes fidèles serviteurs, le seul que je voulusse employer à une négociation de cette importance. Il avait été frappé d'une grave maladie, et ne voulant pas faire entrer un autre confident dans le secret de ma soumission aux Français, j'attendis son entier rétablissement pour continuer les démarches que j'avais entamées. Ce secret m'était indispensable, car les Arabes ne m'auraient pas laissé accomplir mon projet et on aurait saisi cette occasion pour achever de me ruiner.

J'envoyai donc celui qui avait toute ma confiance vers le hakem de Bathna, lui demander de m'envoyer un homme avec qui je pourrais traiter définitivement et qui me rapporterait exactement ses paroles. Après deux jours, cet envoyé arriva chez moi, et son langage me plut. Je lui fis bien comprendre que la plus grande discrétion devait être observée en cette circonstance, qu'on devait faire avancer des goums comme pour me cerner de toutes parts, pour ôter aux Arabes l'idée d'une résistance. Il se retira, revint ensuite après s'être concerté avec celui qui l'avait envoyé, et je vis avec satisfaction que mes propositions avaient été agréées. Je fis faire secrètement des préparatifs de départ. Toute ma famille se tint prête et je me dirigeai de ma personne vers un endroit

(56) Sur les derniers actes de résistance d'Ahmed, dans la sombre tanière qu'il avait choisie sur le flanc escarpé de l'Ahmar Khaddou, il existe une étude (avec photographie de la guelaa) par A. Papiers : *La guelaa de Kebach et l'oasis de Méchouenech (Aurès méridional)*, Paris, 1894.

qui m'avait été désigné à l'avance et où je savais devoir rencontrer le commandant de Bathna, qui s'y était rendu à la tête d'un goum considérable<sup>(57)</sup>.

Je l'y trouvai en effet, et à mon arrivée il se porta vers moi avec empressement et me fit l'accueil le plus honorable. Il me répéta les promesses qui m'avaient été faites et qui avaient décidé ma soumission, c'est-à-dire la restitution de mes biens et propriétés particulières et la permission d'aller vivre, sous la protection de la France, dans une terre musulmane.

Si je n'avais pas cru à la pleine et entière exécution de ces conventions, la fuite m'était encore facile. C'est donc de plein gré que je suis venu aux Français, et dans la ferme volonté de faire cesser la longue guerre qui régnait entre eux et moi par un accord solide et un aman honorable.

La première entrevue avec le commandant de Bathna ne dura que peu de tems, et nous nous dirigeâmes vers Biskara, où je fus reçu avec honneur et distinction, entouré de respects et d'égards. J'y séjournai trois jours et la même réception me fut continuée. Nous partîmes ensuite pour Bathna. Le commandant prit à tâche de me rendre agréables les moments que je passai près de lui. Il me promit, au nom de la France, la sincérité, l'aman et la satisfaction de mes espérances. Nous passâmes deux jours avec lui, et le troisième nous nous mîmes en route pour Constantine.

Dirai-je ici toutes les pensées qui m'assaillirent pendant ce trajet ? J'allais vers la ville qui m'avait vu naître, qui m'avait vu au faite de la puissance, où j'avais exercé l'autorité souveraine. J'y rentrais sans bien, sans puissance... Dieu m'avait fortifié l'âme ; sa volonté s'était manifestée. Quel est l'homme qui peut se soustraire à ses décrets ! Son nom est toujours adorable.

A l'approche de Constantine, je vis arriver vers moi tous les grands de la province. Ils avaient compris sans doute les sentiments qui devaient m'animer, et ils s'empressaient de diminuer l'amertume de mes sensations en me rendant quelques honneurs, en venant à ma rencontre avec un certain

(57) Après de longues négociations, c'est le 5 juin 1848 que le bey Ahmed se rendit au commandant de Saint-Germain (Arch. Ministère de la Guerre, Algérie, carton 125).

nombre de cavaliers, au milieu desquels je fis mon entrée dans la ville.

Un accueil des plus honorables m'y fut encore continué. Les habitans de Constantine n'avaient jamais oublié leur ancien bey, et, je dois le dire avec une reconnaissance bien vive, pendant tout le tems que j'ai vécu en exil, il n'y a pas eu un seul habitant, pauvre ou riche, dont je n'aie reçu quelques marques de bon souvenir : les uns m'envoyaient des vêtements, des provisions de bouche, du miel, du beurre, des fruits, d'autres, en proportion de leur fortune, m'adressaient quelques produits de leur industrie, des souliers, des tezma, des tellis, etc..., et ce qu'ils regardaient comme un devoir envers leur souverain fut accompli par tous, par les enfants mêmes de ceux dont, aux jours de ma puissance, j'avais dû ordonner la mort, et plusieurs d'entre eux me firent passer tout ce dont je pouvais manquer<sup>(58)</sup>.

Nous ne demeurâmes que trois jours à Constantine, et le quatrième nous partîmes pour Skikda<sup>(59)</sup>, où je fus reçu avec une honorable hospitalité. Nous y attendîmes deux jours l'arrivée d'un bateau à vapeur qui devait me conduire à Alger. Le capitaine de ce navire eut pour moi et les gens de ma maison qui m'accompagnaient les plus grands égards, les attentions les plus délicates. Après deux jours de traversée, nous abordâmes à Alger. C'était le mardi 27 redjeb 1264. J'y fus de même reçu avec distinction. On m'assigna pour logement une maison dans laquelle je pus installer ma famille et mes serviteurs. Je fus présenté au gouverneur général, qui me fit entendre, au nom de la France, des paroles dignes de cette grande nation, que Dieu la glorifie, car elle le mérite.

Et je suis en ce moment à attendre l'effet des promesses qui m'ont été faites, confiant et soumis à la volonté de Dieu<sup>(60)</sup>.

(58) L'autorité militaire locale ne comprit pas ces sentiments, et fit arrêter les notables qui avaient manifesté leur pitié à l'égard de l'ancien bey. Le Directeur des Affaires Arabes signalait au ministre cet excès de rigueur (7 juillet 1848, *ibid.*, N° 126). Les pauvres gens passèrent en conseil de guerre.

(59) Philippeville.

(60) On lui fit une pension de 12.000 frs par an, et il mourut à Alger en 1850. Son tombeau est dans l'enceinte de la zaouïa de Sidi Abderrahman, en haut du jardin Marengo, dominant le lycée.